

Robert FOSSAERT
Économiste [macrosociologie]

(2008)

Le monde et ma famille

Le testament de l'auteur.
Un document devant être diffusé
seulement après la mort de l'auteur
décédé en 2015.

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Robert Fossaert

Le monde et ma famille.

Histoire faiblement anecdotique de mes ascendants et descendants, assortis de divers collatéraux et lourdement théorique des années 1900-2100 accompagnée d'un prolongement, tout aussi théorique, mais fortement hypothétique sur la fin du 21^e siècle insolemment qualifiée de fin du siècle états-unien.

Andresy, France, 23 octobre 2008.
Texte inédit, 55. Chicoutimi : Les Classiques des sciences sociales, 2018.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur, le 23 octobre 2008, de diffuser ce texte dans Les Classiques des sciences sociales, texte qui ne devait être publié qu'après le décès de l'auteur.]



Courriel : robert.fossaert@orange.fr

Frédéric Fossaert, fils de l'auteur : fredericfossaert@sfr.fr

Police de caractères utilisés : Times New Roman 14 points.

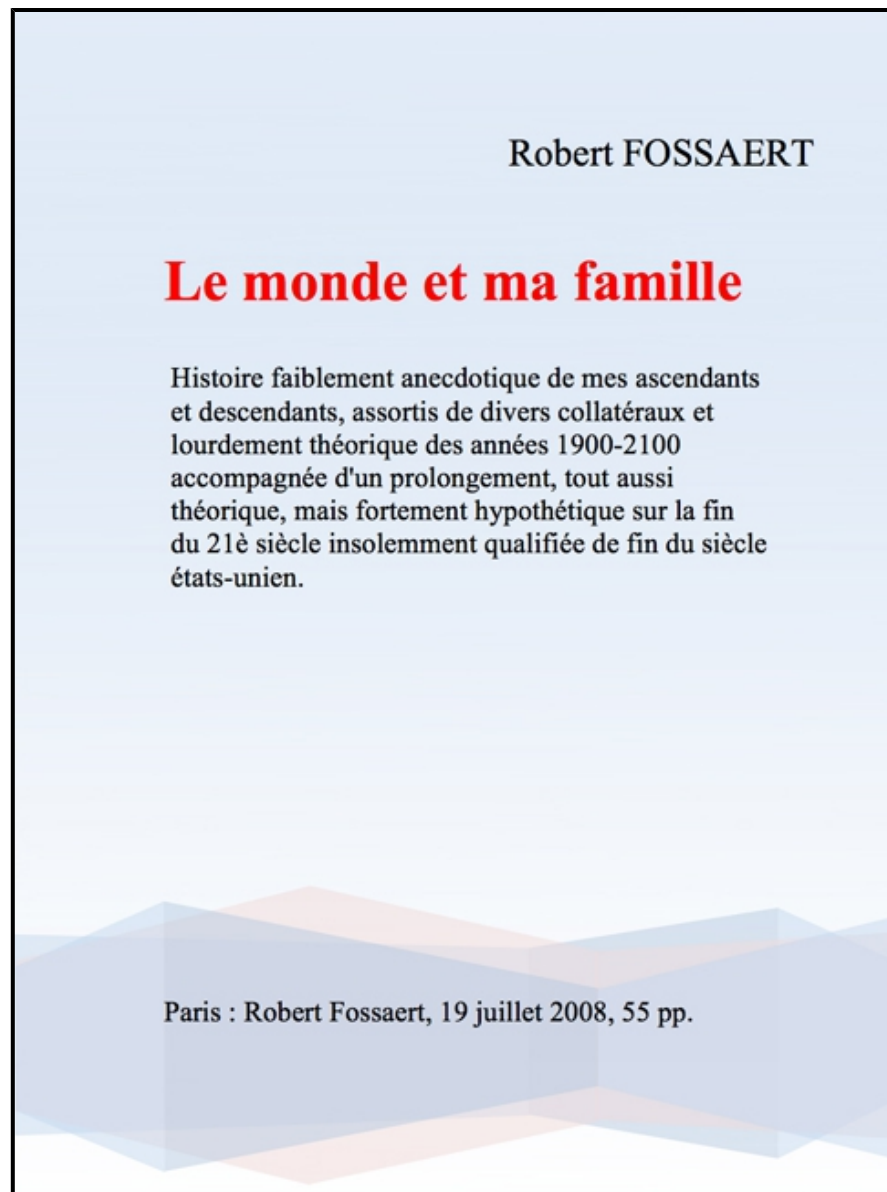
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US), 8.5" x 11"
Édition numérique réalisée le 28 octobre 2018 à Chicoutimi, Québec.



Robert Fossaert
Économiste [macrosociologie]

LE MONDE ET MA FAMILLE



Andresy, France, 23 octobre 2018. Texte inédit.

Table des matières

[Présentation](#) [2]

1900-1925 – [De la Belle Epoque à la Grande Guerre et retour.](#) [3]

1925-1950 – [Le suicide de l'Europe ou peu s'en fallut](#) [6]

1950-1975 – [La guerre froide et l'ascenseur social](#) [11]

1975-2000 – [Renaissance de la Chine et mort de l'URSS](#) [18]

2000-2025 – [Vers un nouveau système mondial](#) [23]

2025-2050 – [La fatigue de Wall Street](#) [29]

2050-2075 – [L'usure des alliances](#) [36]

2075-2100 – [La fin du siècle étatsunien](#) [44]

Table des matières [51]

Robert Fossaert

Le monde et ma famille.

Histoire faiblement anecdotique de mes ascendants et descendants, assortis de divers collatéraux et lourdement théorique des années 1900-2100 accompagnée d'un prolongement, tout aussi théorique, mais fortement hypothétique sur la fin du 21^e siècle insolemment qualifiée de fin du siècle états-unien

Andresy, France, 23 octobre 2008. Texte inédit, 55. Chicoutimi : Les Classiques des sciences sociales, 2018.

Présentation

[Retour à la table des matières](#)

Je travaille depuis des années sur le 21^e siècle, spécialement sur l'avenir qui s'y construit, au sein du nouveau système mondial en formation. J'ai beaucoup publié sur ce sujet¹ et, forcément, je crois y comprendre quelque chose. Non sur les événements singuliers de telle ou telle zone, ni sur la chronologie détaillée de l'avenir local, régional ou mondial, mais bien sur les tendances générales et sur les principaux changements de la structure mondiale qui en résulteront. De divers côtés, qui ne sont pas tous familiaux, il m'est venu des réclamations : "C'est trop long, résume !".

Tout en sachant que des siècles de transformations mondiales, à commencer par celles qui ont porté l'humanité actuelle au voisinage de 7 milliards d'individus, ne se laissent pas réduire à une cinquantaine de pages sans perdre beaucoup de leur substance, je vais donc me résumer. En outre, pour simplifier le travail des lecteurs familiaux ; je vais accrocher chacune de mes périodes structurelles mondiales à l'une des générations auxquelles appartinrent ou appartiennent

¹ Textes généralement disponibles sur les sites :
[Les Classiques des sciences sociales](#) et [Macrosociologie.com](#).

dront mes ascendants et descendants les plus directs, ceux des 20^e et 21^e siècles.

Les souvenirs et les contes lignagers s'allongent avec la durée de vie moyenne. Quand mon grand-père était gamin, sa seule grand-mère survivante pouvait, tout au plus, évoquer sa propre aïeule. C'était donc le temps où les vagues rumeurs de cinq générations pouvaient ruisser de rares bisaïeux jusqu'aux petits-enfants. Quand mon petit-fils, aujourd'hui apprenti cinéaste, abandonnait le catalogue du marchand de jouets pour jeter un œil distrait sur les vieux albums photographiques, les légendes que lui racontaient les anciens aux mémoires point trop rouillées pouvaient, à la limite, remonter de sept à huit générations. Les exploits éventuels de mon arrière-petit-fils, né en 2007, et ceux des générations suivantes seront figés et répétables plus longtemps encore. Toutefois, la fragmentation et la recomposition des familles qui est désormais de saison tordra les branches de beaucoup d'arbres généalogiques, si bien que les lignages diversement entrecroisés donneront une signification variable aux liens et rangs de parenté.² Tout cela pour dire que leur périodisation deviendra plus délicate encore que celle des transformations structurelles des sociétés.

Je vais donc trancher dans le vif en faisant usage du seul quart de siècle pour découper les tranches de vie de mes apparentés et les périodes de l'histoire sociale. L'emboîtement mécanique de ces deux découpes fonctionnera plutôt bien pour le 20^e siècle, mais il prendra de plus en plus de jeu au cours du 21^e siècle. Néanmoins, ce ne sera qu'une difficulté mineure, pour ce dernier siècle, car après tout, il reste encore à venir, sans oublier qu'en ce qui me concerne, il se déroulera sans moi...

² Agnatiques, plus que cognatiques.

1900-1925 – De la Belle Époque à la Grande Guerre et retour.

[Retour à la table des matières](#)

Du premier quartier du 20^e siècle, j'ai peu à dire, car mon grand-père maternel y survécut à peine, une ruade de cheval ayant abrégé sa courte vie d'ouvrier agricole. Je ne sais rien non plus de son épouse qui mourut jeune, elle aussi. Ma mère qui était la plus jeune de ses filles fut confiée à un pensionnat catholique qui lui borna l'esprit, alors que sa sœur aînée sut marier un cheminot communiste et que la cadette épousa un instituteur socialiste, au sortir de l'École Normale où on lui avait appris à enseigner façon Jules Ferry. Je laisse à quelque romancier amoureux de Vauban et de la Flandre le soin d'évoquer Bergues, ses remparts et même ce fossé de Beveren qui fait frontière entre France et Belgique où une petite recherche généalogique effectuée pour je ne sais plus quelle cousine ou belle-sœur, laisse supposer qu'une fornication de soir de bal engendra la dite grand-mère qui, néanmoins, dût attendre des années durant qu'on légitime sa naissance, aussi rustre que rustique.

Pendant ce même quart du 20^e siècle, mon grand-père paternel prit un autre chemin, celui du progrès automobile. Sa femme, Marie, fut, pour moi, une grand-mère comme on en souhaite à chaque enfant. Il me fallut près de quinze ans pour m'apercevoir qu'un strabisme fort accusé enlaidissait son visage : je ne la voyais pas, c'était ma grand-mère, une vraie grand-mère. Quant au mari, Jules, ce fut un pionnier de l'automobile, l'un des premiers camionneurs d'un Dunkerque encore livré aux lourds charrois hippomobiles pour rouler du port aux usines les arachides à moulin et d'autres produits exotiques. Un tel entraînement lui permit de traverser toute la guerre de 1914-18, sans la moindre blessure, en véhiculant, de l'arrière au front, des camions de munitions, y compris vers Verdun qui dévorait les obus et les hommes

par dizaines de milliers. À vrai dire, Jules ne se remit jamais de ses frousses. La guerre finie, il fut encore chauffeur, notamment d'un fonctionnaire évaluateur des dommages de guerre à indemniser, mais surtout, il devint un fidèle abonné du *Pèlerin*, hebdomadaire catholique hostile à la Séparation, qui fit de lui un dévot de la messe dominicale et de la confession. À mesure que les curés aptes à le confesser en flamand se raréfiaient – c'était la seule langue où il pouvait se raconter, le français lui servait surtout pour les moteurs et leurs carrosseries – il migra de paroisse en paroisse, à la recherche d'un *mijnheer de Pastre* convenable. Il mourut pourtant, vers la fin de la guerre suivante, à deux cents kilomètres de là, sans vicaire qualifié, car on l'avait évacué avec toute sa famille, loin des côtes où l'on attendait le débarquement américain. J'appartins de la sorte à une génération à qui l'on raconta Verdun jusqu'à plus soif. Heureusement, il y eut aussi Marguerite, une cousine de ma mère qui vécut un temps loin de sa Flandre natale et qui devint pour moi autant ou mieux qu'une mère, une mémorialiste avisée de la vie populaire de ce temps-là : j'y viendrai plus tard, dans le second quartier du 20^e siècle quand nous allâmes loger chez elle, à Coudekerque-Branche.

Durant le premier quart du 20^e siècle, la mémoire alors vive, la mienne comme celle de tous mes copains, cousins, parents et instituteurs, tenait en deux mots : la guerre et l'avant-guerre. L'avant-guerre du travail long, mais abondant, autour de Dunkerque qui aspirait ses ruraux, tout en en laissant assez dans la campagne pour que les paniers des vendeuses de pommes de terre nouvelles de Rosendaël et de petits pois de Gravelines viennent s'offrir, au printemps, jusque dans la Basse-Ville dunkerquoise. Et la guerre, qui fut, pour mes parents, le bruit de fond de leur enfance, cette Grande Guerre, cette Première Guerre Mondiale que la France se raconta longuement, comme si, en d'autres siècles ou sur d'autres continents, les autres peuples ne connurent jamais d'aussi vastes boucheries.

L'avant-guerre ne fut une Belle Époque que pour de rares fortunés, aux goûts cosmopolites déjà affirmés, les héritiers du Grand Tour qui était censé ouvrir l'esprit des jeunes gens en leur faisant visiter l'Italie ou l'Égypte, les habitués des Rivieras méditerranéennes, entraînés par l'exemple des riches Anglaises, ce qui permit aux jeunes filles de bonne famille d'entrevoir un peu du vaste monde. Je recueillis un vague écho de ce monde et de ce temps par Marguerite, déjà nommée,

qui servit, toute jeunette, de petite bonne à l'une de ces familles. Encore eut-elle la chance "de bien tomber", car, outre les lessives et vaisselles, elle eut droit parfois à quelques lectures point sottes. "Toute jeunette" est une façon fleurie d'exprimer une vie de travail qui commençait vers huit-neuf ans et durait jusqu'au mariage, sans congés ni vacances. Solange, ma future belle-mère connut ce même sort, au même âge chez un bâtonnier du Barreau de Douai – première incursion familiale dans la magistrature – dont elle garda d'ailleurs un assez bon souvenir : on n'y travaillait pas plus qu'à la maison et on y mangeait plutôt mieux. Pour ces "jeunettes", c'était l'envers de la Belle Epoque du premier 20^e siècle européen. Une Belle Epoque ignorante, malgré la première diffusion massive de l'Instruction Publique à partir des années 1880 et la première percée nationale du syndicalisme et du socialisme. Je ne sais si, vers 1906, on parla beaucoup de la Charte d'Amiens à Bergues ou même à Dunkerque – soit à 200 km à peine de cette ville – mais trente ans plus tard ; quand le Front populaire en rafraîchit les souvenirs, je perçus l'écho des minuscules manifestations de rue qui avaient épisodiquement scandalisé Dunkerque et même Bergues.

En revanche, dans ces écarts flamands du tout premier 20^e siècle, on ne parla guère des dernières vagues de colonisation qui déferlaient loin de là : ni de celle qui allait convertir les restes de l'empire ottoman en Balkans belliqueux et en Proche-Orient volcanique, ni de cette autre qui débuta, en 1900, dans le Pékin des Boxers et se prolongea pendant des décennies, jusqu'à tronçonner la Chine, pour la plus grande gloire du Japon. Peut-être y eût-il des marins et des soldats pour colporter quelques échos de ces drames des pays païens et sauvages, mais – dans la génération de mes parents, comme dans la mienne - les enfants des rues et des patronages n'en connurent quasiment rien, si ce n'est la collecte du "papier d'argent" des plaques de chocolat, pour "racheter " des petits Chinois ou la circulation de timbres-poste fort convoités avec leurs étranges surcharges évoquant le Tannu-Touva... Puis vint la guerre, la "vraie", celle de 1914-18 où le front ne s'éloigna guère du port de Dunkerque, importateur de contingents anglais qui renforçaient les restes de l'armée belge. Du moins, si j'en crois les adolescents fureteurs qu'étaient, alors, mon père et son jeune frère que la curiosité de l'époque guerrière conduisit vers un port que personne ne fréquentait auparavant, hormis les dockers, les ma-

rins de passage et les rares employés des *Chargeurs* et autres "grands bureaux". Car, de même source, j'appris que la plage n'était pas plus fréquentée que les Freycinets, ces quais que l'État modernisateur avait fait construire à grands frais. En ville, on vivait alors le dos à la mer. À Dunkerque, comme dans toute la France, on cultivait une quasi-ignorance des sauvages du vaste monde que l'on civilisait à la Jules Ferry. En France, comme dans toute l'Europe, on admirait envieusement l'empire que la Grande-Bretagne victorienne s'était taillé aux Indes et – à quelques mauvais esprits près - on ne s'inquiéta pas des révolutions sanguinaires que commirent les Russes de 1905, avec récurrence en 1917. J'ai pourtant souvenir d'un péril jaune qui fit trembler maints Dunkerquois qui s'apprêtaient à recevoir, vers 1910, notre allié, le tsar, alors que la flotte russe avait été coulée par la jeune marine japonaise.

Puis vint la seconde Belle Époque, celle des survivants des tranchées. Les importateurs ou créateurs du cinéma, du jazz et du surréalisme firent grand bruit, d'autant que la jeune Amérique attira l'attention de tous les Français. Il y avait eu ce vaste contingent militaire qui était venu colmater les brèches d'un front tenu par des millions d'hommes, il y avait eu, aussi, ces prêts énormes dont le difficile remboursement se mêla durablement aux querelles incessantes sur le paiement effectif des réparations imposées à l'Allemagne enfin vaincue. Il y eut même cette colonie montparnassienne d'intellectuels et d'artistes qui préféra la vie parisienne à la prohibition d'alcool que s'imposa la vertueuse Amérique profonde. Ainsi, la France qui se voulait toujours capitale de la culture européenne fut effleurée par l'idée qu'une civilisation cousine de la sienne – mais plus encore anglo-saxonne – mûrissait outre Atlantique. Néanmoins, la bonne bourgeoisie française et son peuple toujours paysan, mais de plus en plus industriel, pouvaient se flatter d'être au premier rang des pays civilisés avec, il est vrai, l'Angleterre, toujours collante. On avait inventé l'avion et l'automobile, on multipliait les autres industries, on allait restaurer dès que possible le Franc Germinal, on reconstruisait les départements sinistrés, la bonne vie d'avant-guerre était de retour et gagnait même du terrain, chez les salariés plus nombreux, grâce aux syndicats moins rares, chez les femmes qui avaient pris goût à l'industrie et à la ville pendant que les hommes se battaient, chez les collégiens plus nombreux si bien qu'on finit, vers 1925, par étendre les classes modernes

pour ces enfants dont les parents ignoraient tout du latin et même chez les filles qui débordaient des bonnes écoles religieuses et s'infiltraient jusqu'en certaines facultés. Pour financer tout cela, une certitude était sans cesse répétée : *l'Allemagne paiera*. L'Europe n'avait pas à se soucier de ses colonies toujours calmes, la révolution refluit de l'Allemagne, un temps effleurée, vers la Russie où elle s'incrustait faméliquement. C'était une Belle Epoque vraiment !

1925-1950

– Le suicide de l'Europe ou peu s'en fallut

[Retour à la table des matières](#)

Quant à moi, j'entrai en scène vers le début du deuxième quartier de 20^e siècle, deux ans avant la crise dite de 1929, qui ne frappera la France qu'à partir de 1930, et qui la ravagera moins que l'Allemagne, du fait de son (relatif) retard industriel. C'était alors et de longue date une France banquière, mais lourdement endettée par ses emprunts de guerre. Elle était encore pleine de paysans, malgré les tueries de 1914-1918 et toujours riche de propriétaires fonciers – comme l'étaient les parents de Marguerite Yourcenar et les géniteurs de beaucoup d'autres grands écrivains, peintres et musiciens de ce temps, les Gide, les Martin du Gard, les Larbaud, les Degas, les Poulenc et bien d'autres. Parmi les gloires de cette France rentière, j'évoque Marguerite Yourcenar, à cause de ma Marguerite à moi, qui ressemblait de façon étonnante à son homonyme franco-belge – laquelle devint plus tard américaine, puis redevint française, pour laisser d'Ormesson la conduire à l'Académie Française. La mienne, de Marguerite, ne possédait ni l'ascendance rentière, ni le talent littéraire de la Crayencour, dite Yourcenar, mais elle en était, comment dire ? l'avers, le contre-type de son effigie. En effet, sa vie fut comme l'image inverse de cette dernière, du moins tant qu'elle vécut dans ses confins flamands ou dans l'exil parisien des années de guerre. L'image, non pour sa ressemblance étonnante avec Marguerite Yourcenar, mais parce qu'elle en fut quasiment le parfait avers sociologique, en image inversée, car les vertus morales et intel-

lectuelles qu'elle manifesta, sans avoir été guidée par un savant maître mûrirent pleinement, mais au ras de son expérience populaire. Sachez donc qu'elle mérite d'entrer dans l'histoire, à son niveau le plus réel, celui des millions et milliards d'humains enfermés dans une vie triviale dont certains émergent parfois pour la plus grande gloire de l'espèce animale-humaine. Telle fut cette Marguerite. Par elle la quotidienneté des proches de mon enfance fut quelque peu éclairée et beaucoup des rumeurs du vaste monde transpercèrent les murailles de l'ignorance ordinaire, en un temps où le chômage, la crise, des guerres, la révolution russe, le fascisme en ses divers visages et vingt autres événements vinrent se mêler aux grèves du port, aux étapes des tours de France et aux menues péripéties de la fraude "anglaise" ou "belge". Non qu'elle fut commère du quartier ou militante politique (si : un peu zélote protestante), ni même plus bavarde que mes père, mère, grands-parents et autres sources d'information, mais parce qu'elle en parlait mieux et plus clairement. Quand la guerre approcha (pas la "grande", la "vraie" mais la "suivante" qui fut plus vraie encore et véritablement mondiale) la maison de Marguerite finit par devenir pour quelque temps notre asile et notre abri : je dirai cela quand ma froussarde de mère occupera l'avant-scène.

Bien avant l'approche de la guerre, l'Europe avait traversé des années souvent exaltantes, mais ponctuées, ici ou là, de drames aux conséquences longtemps incomprises. En effet, l'un dans l'autre, la vie quotidienne se passait bien, on sentait que "ça allait mieux qu'avant-guerre", il y avait du travail, on gagnait mieux, même s'il fallait se payer une grève de temps en temps, le syndicat était mieux connu et moins souvent dédaigné, on voyait même "l'État" ou des officines nouvelles répandre diverses distributions d'argent : le contraire de l'impôt, quoi ! Au début, c'était surtout des dommages de guerre pour réparer la casse ou des gros lots provenant des loteries qui aidaient à financer ces dommages de guerre, pour les "gueules cassées" par exemple ou, un peu plus tard pour les chômeurs intellectuels, car il se trouvait des titulaires du brevet ou même du baccalauréat dépourvus d'embauche immédiate. Il y avait aussi des allocations pour les sans-travail-à-répétition, car l'idée que le chômage soit un malheur social collectif et involontaire n'était pas tout-à-fait acceptée. En outre, il y avait dans tel ou tel pays de grandes crises, jugées politiques : en 1922, une marche sur Rome, d'anciens combattants semblait-il, qui se

disaient fascistes et créèrent une nouvelle mode ; en 1926, une longue grève des mineurs qui faillit mettre l'Angleterre à genoux et que l'on crut agitée par des communistes, pourtant rares en Grande-Bretagne. Ces communistes se réclamaient de la révolution bolchevique qui avait mis fin, en Russie, à la guerre contre les Allemands, mais qui se prolongeait par d'incessants massacres, révoltes, famines et autres drames et projetait un peu partout des éclaboussures, de la Hongrie à l'Allemagne, puis de l'Italie à l'Espagne et même à la France. Ailleurs, en Suède notamment, la grève de 1931 affermissait si bien le syndicat – et son cousin, le parti social-démocrate – que leur prédominance continuait de se faire sentir, près d'un siècle plus tard, y compris pendant les rares années où les droites anti-socialistes l'emportaient aux élections. Plus ambitieux – ou plus hâbleurs – des socialistes qui se disaient nationaux et ouvriers – en abrégé nazis – s'installaient au pouvoir en 1933 pour bâtir un Reich allemand qui devait durer un millénaire au moins. Une révolte espagnole tournée principalement contre l'Eglise, l'Armée et la Grande Propriété et, un peu plus durablement, un Front populaire faiblement installé au pouvoir par les élections françaises de 1936 répondaient à ce triomphe nazi. En fait, deux camps internationaux, plus ou moins pilotés par le noyau nazi-fasciste ou par l'Internationale communiste se mêlaient à la guerre civile espagnole et préfiguraient une prochaine guerre générale que les peuples européens ne voulaient pas voir venir.

Hors l'Europe, il ne s'agissait pas de voir venir, car souvent la guerre était là, mais sous des formes policières ou coloniales, ressemblant peu aux tranchées de la soi-disant première guerre mondiale, même en Chine, dépecée par un Japon qui, depuis 1931, adjoignait à son empire coréen et mandchou, province après province de la jeune république dont Sun Yat Sen avait légué les débris à Tchang Kai Chek. Hormis l'Amérique latine "indépendante" dont l'Angleterre, les États-Unis et quelques grandes compagnies se partageaient le contrôle et l'Afrique "colonisée" où bon nombre de pays européens s'étaient taillé un domaine – la plus tard venue étant l'Italie, cette nouvelle Rome mussolinienne – la deuxième guerre qui mûrissait serait mondiale, y compris en Afrique orientale où l'armée des Indes, force éminente de l'empire britannique chasserait l'Italie tard venue, pour bâtir l'une des bases nouvelles pour la reconquête de l'Europe. La même armée devait aussi, dès 1941, exterminer les révoltés d'un Bengale famélique,

avant de se porter en Birmanie contre le Japon qui envahissait toute l'Asie.

Néanmoins, le cœur de la guerre terrestre serait en Europe, le Pacifique succédant à l'Atlantique comme immense foyer d'une guerre maritime et site ultime d'une guerre aérienne omniprésente que les États-Unis couronnèrent d'une arme nouvelle à Hiroshima en 1945, après avoir équipé à grands frais – pour leurs alliés – les flottes aériennes victorieuses. Mais on ne peut quitter ces allusions événementielles sans citer les foyers majeurs des batailles européennes : Dunkerque en 1940, tombeau de l'Angleterre et de la France, c'est-à-dire haut lieu du suicide européen – j'y étais, hélas ! Stalingrad en 1943, glorieuse résistance d'une URSS presque épuisée et autre haut lieu de ce même suicide. Berlin, en 1945, fosse ultime du grand Reich allemand millénaire qui mourut à douze ans, parachevant le susdit suicide. Je n'ai pas nommé le très héroïque débarquement (américain pour l'essentiel) sur les côtes normandes en 1944, car les États-Unis ne furent ni épuisés par la vraie grande guerre mondiale qui se joua des années 1930 aux dernières années 1940, ni entraînés par le suicide collectif européen, mais furent au contraire le principal vainqueur de ces décennies guerrières – y compris dans la reconquête d'île en île, du Pacifique – et plus encore le conquérant d'une primauté mondiale qui s'achèvera bientôt sous nos yeux.

Pour résumer le carnage de plusieurs millions d'hommes que fut, en définitive, ce deuxième quart du 20^e siècle, je mettrais l'accent sur les poussées impériales tardives mais puissantes et avortées du Japon et de l'Allemagne, sur la révolution finalement inaboutie à tous égards de la Russie et de son communisme, sur le déclin impérial de la Grande-Bretagne, de la France et de plusieurs autres puissances européennes plus menues, sur le triomphe, enfin, de l'impérialisme capitaliste à l'américaine. Il me faudrait sortir de plus fines balances pour saupoudrer ces formules lapidaires des nuances qui évoqueraient les mérites et démérites démocratiques de ces pays, leurs ambitions et réalisations "socialistes", leurs avancées scientifiques et culturelles, leurs errements idéologiques et leurs crimes multi-dimensionnels (dont l'extermination des Juifs d'Europe est l'exemple le plus frappant). Pour condenser plus encore ce résumé, je dirais que ce fut centralement, un suicide collectif de l'Europe.

Je n'ai strictement rien compris à ce suicide avant les années 1950. Ecolier des années 1930, on ne m'avait rien appris qui put m'ouvrir l'esprit. Ni le Verdun, ni le *Pèlerin* de mon grand-père ne m'avaient préparé aux étrangetés du communisme et du nazisme. Ses fils, engagés à sa suite dans l'aventure automobile avaient ouvert un garage, rue de Paris, à Dunkerque, à l'exact terminus de la Nationale 1 venant de la capitale. Mon père Marcel, son aîné était plutôt vendeur, et le cadet, mon oncle Maurice, était, par goût, bon mécanicien, mais les clients furent rares pendant les années de crise, faute de crédits pour financer la réfection "du pont du bout de la rue", travaux publics privés de crédits depuis 1933. On vivota pendant toutes ces années. Je soupçonne ma mère, Madeleine si pieuse, de m'avoir retiré de l'école libre où elle m'avait d'abord inscrit, parce que l'école publique était gratuite, non parce qu'on ne m'y enseigna rien qui vaille. En tout cas, la discussion fut rude quand le directeur de l'école laïque la persuada, plus tard, que j'étais un bon élève qui lisait beaucoup et retenait tout. Il fallait "me mettre au collège", lequel était gratuit, mais coûtait cher en livres, fournitures et habits présentables. Ainsi, de la crise des années 1930, je ne vis que quelques défilés syndicaux et d'occasionnels escadrons de gendarmes à cheval ou de gardes mobiles venus calmer les dockers, lesquels ne débordaient pas du port : on ne voulait sans doute pas troubler la Ville – ni même la Basse-Ville.

Devenu collégien – le Lycée, riche de professeurs agrégés, était alors un luxe dont Dunkerque aurait pu être doté, si le budget l'avait permis, mais il en existait déjà un, à mi-chemin de Calais, dans le vieux Saint-Omer, où siégea jusqu'à la fin du 18^e siècle une jésuitière de grand renom, ensuite remplacée par un grand établissement républicain. Je fus donc banalement inscrit au collège Jean Bart. Je vis défiler la guerre de 1939, dans un grand remuement d'hommes, de familles, de soldats, de chevaux, d'automobiles d'âge et taille variés et même de camions militaires et de rares tanks, mais cet énorme spectacle qui mit trois jours à s'épuiser, ne m'apprit rien. Cette débâcle qui vidait la Belgique ponctuait quelques semaines où la guerre s'était approchée, de manchettes de journaux en mobilisations fragmentaires puis générales, à laquelle n'échappèrent que les appelés spéciaux – dont mon père, ce mécanicien-garagiste. Marcel fut finalement appelé en février 1940, alors que la guerre se poursuivait drôlement aux abords de la ligne Maginot, là-bas, en Alsace-Lorraine. Trois mois

plus tard, l'offensive allemande du 10 mai balaya toute la Belgique, la fit défiler devant ma fenêtre, car il m'était impossible de l'observer du trottoir, les quatre voies carrossables et les deux trottoirs de la rue de Paris étaient archi-combles, d'autant que "le pont du bout de la rue" rendu à la circulation depuis un ou deux ans formait ces jours-là un goulot d'étranglement. Puis arrivèrent les bombardements, les hurlements des Stukas, les mitraillades de tous côtés, la vraie guerre, quoi ! Un père mobilisé, une mère peureuse, une Basse-Ville presque épargnée – à la différence du centre ville qui fut rasé, du port labouré et des plages couvertes sur des dizaines de kilomètres d'engins à demi démolis et de troupes dépenaillées. Il n'en fallait pas plus pour qu'une part substantielle de la population locale se mêle à la débâcle belge, avant d'être stoppée par ce fait ahurissant : Dunkerque était encerclée dans une poche que l'on disait étendue de Lille à la mer et de Gand à Abbeville, mais qui se rencoignait de jour en jour, puis d'heure en heure. Le 4 juin, c'était fini. Fait prisonnier, mon père fut évacué, blessé, sur une péniche batelière qui l'emporta jusqu'à Düren dans la Ruhr, pas loin de son casernement d'occupant, en 1922. Quelques semaines plus tard, les bombardements reprirent, de façon plus clairsemée, mais pas plus agréable, par les soins de l'aviation britannique qui amorçait vaillamment sa grande revanche – et qui n'épargna pas la Basse-Ville, si bien que ma mère, mon frère et moi priment l'habitude d'aller chaque soir, chez la cousine Marguerite – déjà rencontrée – qui nous fit place, chez elle à 1 km des côtes et du port, cibles supposées de la R.A.F. Son cheminot de mari – également jardinier - ajouta quelques provisions à notre ordinaire amaigri par le rationnement et Marguerite, toujours de sage conseil, me fournit occasionnellement quelques lectures supplémentaires, tout en pacifiant ma sainte femme de mère. Un petit refuge, dans les malheurs du temps.

Car, des lectures, j'en manquais : il n'y avait presque rien dans les bibliothèques démolies dont la grande Municipale de Dunkerque. Il m'est arrivé de visiter toutes les librairies de l'agglomération, un jour où le représentant des classiques Larousse y faisait une très exceptionnelle visite et d'acquérir ainsi une demi-douzaine de textes, de moi inconnus : j'y laissais toute ma maigre fortune. Le seul trésor accessible était la jeune bibliothèque municipale de Coudekerque-Branche, ville déjà socialiste, où je trouvais un peu de ce que je cherchais tant, des livres de maintenant, de l'actuel, pas du classique. Là je trouvais, en

effet, les premiers volumes des *Hommes de Bonne volonté* où la "guerre de mon grand-père", les aventures coloniales et les ténébreux conflits entre évêques et ministres m'étaient expliqués et où, miracle éblouissant, j'entendais des banquiers, des députés ou des curés parler de façon aussi audible que les voisins de mon quartier : Jules Romains a dû être mon premier professeur de sociologie, en un temps où ce mot m'était tout-à-fait inconnu. Mais j'eus droit à une scène pour avoir rapporté de là un Zola – et pas n'importe lequel : *Nana* avec des gravures... La censure maternelle m'apprit alors que Zola était un impie, un ennemi de l'Eglise, un "accusateur" de nos généraux. Pourtant, j'avais déjà trop lu, pour la croire tout-à-fait...

J'insiste sur la lecture, car elle était beaucoup plus intéressante que la plupart des profs du collège, lesquels étaient d'ailleurs ramassés de bric et de broc. Se laisser nommer à Dunkerque, en zone interdite où l'on ne pouvait ni entrer, ni sortir sans un *Ausweis* de fraîche date était une aberration dont beaucoup de maîtres s'abstenaient, on les remplaçait par des intellectuels locaux de toute sorte. Un peu plus tard, quand à la veille du débarquement on nous évacua, je trouvai dans le médiocre petit collège du Cateau (palais Fénelon, traité de 1559, musée Matisse) un corps enseignant de moindre médiocrité. Six mois plus tard, je vis un nouveau défilé guerrier, moins pitoyable que la débâcle de 1940. Les Allemands fuyaient la Normandie, les Américains les coursaient, mais les combats ne reprirent que dans les Ardennes belges. Ce fut une belle libération, toute la ville s'offrit une fête à la Jean-Jacques Rousseau, une de celles où le peuple assemblé se donne à lui-même en spectacle. Les collégiens improvisèrent un double monôme. De par ma taille, j'étais en tête des garçons, Jacqueline pilotait la lignée des filles, nous mariâmes les deux farandoles et, quelques années plus tard, nous nous épousâmes l'un l'autre, mais ceci viendra plus loin. En attendant, je devins étudiant, à Lille, c'est-à-dire loin de mon gagne-pain. J'ai dit ailleurs ce que furent mes années dans cette Université, alors biscornue ³, où il fallait se farcir beaucoup de droit pour recevoir un peu d'économie politique et où les bibliothèques de prêt me sauvèrent de l'ignorance et de l'ennui, en m'offrant assez d'histoire, de démographie, de géographie et d'autres sciences sociales pour que je puisse, diplômes en poche, m'insérer ensuite dans les activités

³ Dans la version abrégée de [La Société](#) qui figure sur mon site, une brève fiche est consacrée *Présentation* de l'auteur.

enrichissantes que m'offrit l'ascenseur social dont je parlerai bientôt. Mais, en attendant, mon gagne-pain fut le pionicat, métier subalterne qui me nourrit, m'hébergea, me gratifia d'un modeste subside et m'offrit surtout le temps d'étudier autant que de besoin, sinon celui de fréquenter tous les cours d'une Faculté logée à quelques heures de train des diverses villes où le rectorat académique m'affecta. Gloire suprême, j'atteignis enfin le lycée de Lille et put devenir assidu, l'année finale où je pus commencer un doctorat.

Telles furent, pour moi, les premières années de la paix revenue (en Europe occidentale, s'entend, car ailleurs, la guerre froide se fit souvent très chaude, on va pouvoir en juger). Années où la liberté retrouvée prit la forme d'un travail astreignant, d'études multiformes et stimulantes, d'éveil politique et de militantisme dans une France tumultueuse, de longues vacances scolaires, d'un tourisme à court rayon d'action, mais facilité par les auberges de jeunesse, l'auto-stop facile et les bontés d'une République dont le subside et l'hospitalité n'étaient pas interrompus par les vacances. Je mis enfin le nez hors ma Flandre native.

1950-1975 – La guerre froide et l'ascenseur social

[Retour à la table des matières](#)

En 1950, la guerre ne se laissait pas oublier, de l'Inde partagée de fraîche date à l'Indochine que la France essayait de reconquérir et à la Corée où la guerre froide était chaude et mondiale. Moins menaçant (ou menacé, c'est selon), le reste de l'Asie devenait aussi brûlant, du jeune État d'Israël incrusté au Proche-Orient, à l'Indonésie où les Pays-Bas ne lâchaient prise que sous la pression américaine. En Afrique où s'amorçait une décolonisation qui occupera tout ce troisième quart de siècle, la guerre se propageait à feu doux, mais la France illustrait son colonialisme tenace par un "l'Algérie, c'est la France !" largement répandu, y compris dans le parti socialiste de l'époque. Seul le Portugal salazariste saura s'accrocher plus longtemps qu'elle. Au reste, les puissances européennes continueront d'en-

tretenir bien au delà de 1975 divers néo-colonialismes plus ou moins délayés. En Amérique australe et centrale où la colonisation avait été plus sournoise, c'est-à-dire presque informelle, les États-Unis appliquaient une formule déjà expérimentée en Iran : le coup d'État activé par leur nouvelle C.I.A. et badigeonné de manifestations démocratiques. Formule d'avenir qu'ils exporteront plus tard jusqu'en Ukraine. Mais, pour le moment, l'URSS qui organisait à la russe ses récentes excroissances européennes ne se laissait pas inquiéter de la sorte. Elle s'efforçait d'équilibrer la puissance américaine en visant une capacité nucléaire qu'elle tardera à atteindre, elle doublait par un pacte de Varsovie l'OTAN où les États-Unis embrigadaient *l'Europe libre* et elle remportait même l'étape suivante, celle des performances spatiales. Si bien que la guerre froide semblait être une quasi-exclusivité européenne, les crises ouvertes ailleurs dans le monde n'étant apparemment que ses éclaboussures. Autrement dit, les dirigeants européens et la majeure partie de leurs peuples croyaient encore que l'Europe était et demeurerait le centre du monde. Que si une troisième guerre mondiale devait advenir, elle se nouerait forcément entre les puissances de ce vieux monde.

Cette illusion régnait dans un Occident qui additionnait l'Amérique du nord à l'Europe de l'ouest, le tout s'entourant d'un *monde libre*, composé pour l'essentiel des dépendances de ces deux zones. En Europe même, en deçà des cinq *Länder* allemands et de la Tchécoslovaquie fermement rattachés, en 1947-48 à la zone d'influence soviétique, aux côtés de l'Est et des Balkans, la reconstruction progressait d'arche-pied, avec l'aide d'un Plan Marshall qui était, en réalité, un réamorçage du moteur capitaliste du commerce international. En peu d'années, les niveaux de production d'avant-guerre seraient retrouvés, puis vers le milieu des années 1970, les niveaux de vie par tête rejoindraient celui des États-Unis, pour les principaux pays de cette Europe-là. Dans l'intervalle, ces pays rangés dans l'OTAN, alliance encadrée par les États-Unis, se débattaient néanmoins pour alléger leur harnais. La France gaulliste y réussirait en sortant quasiment de l'alliance, après s'être dépêtrée des *événements d'Algérie*, l'Angleterre s'efforçait de se maintenir comme lieutenant européen du capitaine américain, l'Allemagne, plus ou moins lavée de ses infamies nazies, concurrençait la Grande-Bretagne à sa manière et la plupart des autres pays *libres* se laissaient otaniser de bonne grâce, comme on renouvelle

chaque année une assurance tous risques. À mesure que s'affirmait la croissance économique et la démocratisation des régimes politiques à l'ouest de l'Europe, le contraste s'accusait avec les pays de l'Est européen, non sans révoltes récurrentes, notamment en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie.

Cependant, l'Europe otanisée était travaillée par deux changements. D'une part, une longue chaîne de péripéties monétaires allait déboucher, vers la fin de cette période, sur une monnaie unique, un euro d'assiette encore imparfaite, mais pourtant promis à un bel avenir ; et, d'autre part, tout un fouillis d'institutions aux visées pan-européennes se voyait créditer de mérites économiques, de perspectives politiques et même de vertus éthiques dont la source réelle restait presque inaperçue, à savoir les *bénéfices du communisme*. Non point, le communisme tel qu'il se pratiquait à l'Est, mais bien l'ensemble de ses ricochets à l'Ouest. L'économie de guerre esquissée en 1914-18 et fortement renforcée de 1939 à 1945 s'était mariée avec les nationalisations des années 1930 et 1940 pour former un vaste secteur public qui donnait à la plupart des États de solides prises sur leur économie et qui les obligeait à s'appliquer à eux-mêmes les lois sociales adoptées sitôt après la guerre pour récompenser et calmer le bon peuple des démobilisés et des rapatriés. Plusieurs États, guidés par les Pays-Bas, suivis de près par la France et d'autres disciples de l'anglais Keynes et de plus loin par l'Angleterre – qui mit à peine dix ans pour se débarrasser de l'État-mêle-tout, mais encore dix autres années pour anémier le *Welfare State* établi selon les dires de l'anglais Beveridge – avaient mis de l'ordre dans leur administration économique-sociale – à la limite, sous la forme de plans à la hollandaise ou à la française – si bien qu'en mêlant les organisations patronales et les syndicats à de multiples concertations avec leurs hauts fonctionnaires, ils arrivaient à accroître sensiblement les performances des entreprises, tout en raréfiant les conflits sociaux, du moins là où les syndicats n'étaient pas trop sensibles à l'influence communiste, comme ils le furent en France et en Italie. La résultante globale de ces interactions mérite d'être baptisée *bénéfices du communisme*, moins pour le rôle direct du syndicalisme que pour les craintes qu'inspirait le communisme installé en Europe de l'est. Quand ce climat politique se détériora par l'effet de contre-offensives comme celle à laquelle Mrs Thatcher attachait son nom (en offrant à sa bourgeoisie une revanche sur la grève des mi-

neurs anglais et gallois de 1926) et, plus encore, par suite des contre-exemples que l'URSS et les pays d'Europe orientale accumulèrent peu à peu, les *bénéfices du communisme* s'estompèrent certes, mais l'élan économique et la croissance des salaires et prestations sociales ne se perdirent pas pour autant. Comme, en outre, la scolarisation des jeunes générations s'élargissait et s'enrichissait pour déboucher sur un marché du travail qui offrait des emplois abondants et comme, le temps passant, les nouveaux couples pouvaient souvent s'installer dans la vie en trouvant un logement, en le dotant d'équipements ménagers et en se payant une voiture à crédit, les populations d'Europe occidentale commencèrent à vivre à l'américaine. Pourtant, on ne parla guère d'une nouvelle belle époque, peut-être parce que tout le monde en bénéficiait sans trop de délais – hormis les Italiens, Espagnols et Portugais, puis les Maghrébins, Yougoslaves et Turcs, qui immigraient en masse – ou parce qu'en maints pays les jeunes générations eurent à se révolter pour conquérir de nouvelles libertés que l'on peut symboliser, par delà les variantes politico-culturelles locales, comme autant de "mai 1968". L'énorme paradoxe de l'époque est que chaque génération vivait mieux que la précédente et pouvait espérer qu'il en irait de même pour sa descendance, cependant que chaque nouvelle génération jugeait archaïques et insupportables les modes de vie traditionnels de son ascendance.

Jacqueline et moi, leaders du monôme de la Libération, dans notre petit Cateau-Cambrésis, avons évidemment vécu toutes les péripéties de cette époque, mais en partant d'assez bas : non pas des bas fonds de la misère, ni des trous perdus des campagnes parfois miséreuses, mais bien du plancher d'où allait partir l'ascenseur social, métaphore qui restait encore à inventer et qui prit pour notre génération la forme parfois surprenante d'une pluralité d'ascenseurs ou même parfois d'aspirateurs : ce qui fit de nous une génération d'anti-Rastignac en quelque sorte. Pionicat achevé, diplômes acquis, mariage juvénile à la flamande, j'avais reçu chaque année, à la saison des examens, d'aimables invitations, souvent bancaires : "*nous serions heureux de vous rencontrer, si vous souhaitiez connaître les perspectives de carrière que nous pouvons offrir, etc.*". Mon souci était ailleurs : comment loger ma jeune famille dans une ville où je trouverais, avec notre subsistance, la documentation nécessaire pour la thèse atypique que j'envisageais en vue d'un doctorat. Atypique, parce qu'en ce temps-là l'économie ne

s'enseignait qu'à Sciences Po (école que Paris monopolisait) tandis qu'au mieux, la sociologie était vaguement évoquée dans les Fac de Lettres. Par surcroît, mon sujet sulfureux n'était pas facile à faire accepter (la théorie économique des classes sociales chez Marx). Par chance, un prof lillois, féru des économistes italiens et spécialiste des premiers âges du socialisme français accepta de diriger ma thèse et me fut de bon conseil. En outre, par deuxième chance, un de mes bons camarades du syndicalisme enseignant, me fit obtenir un vrai bijou de logement gratuit : l'Ecole des Ingénieurs Arts et Métiers de Lille venait de vider un étage où étaient archivés les dommages de guerre des années 1920 (dossiers poussiéreux dont mon grand-père Jules avait sans doute coltiné bon nombre...) et voulait y loger ses recrues les plus urgentes, enseignants comme administratifs, notamment un assistant pour l'Intendance de cette école qui allait s'équiper de multiples machines modernes. Pour s'occuper de ces marchés, il fallait un calculeur, ce ne fut pas un danseur qui l'emporta, comme disait à peu près le Zadig de Voltaire. Je passais cinq ans dans cet emploi et ce logement que Jacqueline rendit mieux qu'habitable. J'occupais donc un emploi pas trop prenant, et pus effectuer beaucoup de recherches à la Bibliothèque Universitaire toute proche, tout en me partageant entre maintes activités militantes. Je pus rédiger une thèse substantielle, après quoi l'ascenseur social vint sonner à ma porte, sous la forme de Claude Winter, fils d'un important industriel (machines à bois), qui se révéla aussi *maverick* que moi.

Ce Claude-ci et un autre Claude (Alphandéry, dont je dirai bientôt les mérites) avaient co-signé un brillant article sur les classes (notamment sur les employés) dans une nouvelle revue à vocation intellectuelle, que le Parti communiste venait de créer, pour se dégager de son ouvriérisme devenu par trop exclusif. C'était mon domaine et j'avais aussitôt adressé aux auteurs des compliments circonstanciés et quelques suggestions constructives pour prolonger leur réflexion. Claude W. de passage à Lille avait voulu rencontrer cet olibrius de lecteur. De fil en aiguille, j'entrais ainsi dans la partie la plus féconde des cercles intellectuels du P.C. de l'époque, cercles presque tous parisiens, ce qui m'incita vivement à monter à Paris. On préparait alors la mise en service de la vaste Cité Universitaire d'Antony et je pus rejoindre l'équipe d'intendance que le Ministère y assemblait pour organiser cet ensemble non répertorié parmi ses installations usuelles.

Bientôt tout se mêla : le travail à Antony, le cercle des économistes assistant le Comité Central du P.C., un semi-assistanat en économie dans une Faculté parisienne qui s'extirpait de la tutelle du Droit, les tumultes de la vie publique autour d'un P.C. qui s'enlisait dans la paupérisation absolue, cependant que les *événements d'Algérie* ouvraient à de Gaulle un boulevard vers le pouvoir qui lui échut en 1958, etc.

Mais l'ascenseur fonctionnait toujours. Claude Alphandéry, co-auteur de l'article déjà évoqué, faisait partie d'une équipe enkystée dans la Direction du Trésor, haut lieu du ministère des Finances. Cette équipe, dénommée SEEF (Service des Etudes Economiques et Financières) avait été fondée par Claude Gruson – un troisième Claude qui, lui aussi, activa ultérieurement l'ascenseur qui me trimbalait. Le SEEF recrutait hardiment, non sur titres, mais en retenant des candidats qui avaient un certain savoir sur les réalités économiques (ce en quoi, les communistes n'étaient pas mal armés), et en leur donnant, si nécessaire, un complément de formation théorique, sans se soucier de leurs appartenances politiques. Ainsi, Claude Alphandéry qui avait été un résistant notoire, un des préfets de la Libération, un membre de la première promotion de la toute nouvelle Ecole Nationale d'Administration (ENA), puis un attaché à l'ambassade de France à Moscou, figurait parmi l'équipe centrale du jeune SEEF. Sur sa présentation, un poste vacant me fut affecté. Non sans quelques péripéties mineures, je vécus de 1956 à 1960 à cheval sur l'Education Nationale (tutrice d'Antony) que je quittais et sur les Finances où je m'installais. Je fus heureux de travailler au SEEF et d'enrichir de multiples façons ceux de mes savoirs qui étaient par trop scolaires.

Ce milieu professionnel, joint aux cercles politiques que je fréquentais (où s'esquissaient diverses rénovations, y compris chez les irréformables communistes) enrichit mes contacts et connaissances, tandis que l'énorme documentation reçue par Claude Gruson me fournissait une masse de données sur le monde tel qu'il était et sur certaines au moins des perspectives ouvertes à son développement. Les tâches qu'il me confiait (comme à quelques collègues), par exemple pour aider tel cabinet ministériel ou telle commission administrativo-politique à comprendre certains développements, actuels ou potentiels, m'incitèrent à écrire un livre à destination de ces ignorants involontaires, comme de leurs électeurs, collaborateurs et autres mal-informés. On publiait, alors, quelques ouvrages sur des thèmes parfois

proches de ceux que je visais, mais presque toujours, dans des collections plus pondéreuses que savantes. Au mieux, c'était de l'avant-guerre modernisé, alors que je savais d'expérience qu'on pouvait faire plus court, plus lisible et même "plus savant", pour l'avoir appris chez Gruson et testé chez les quinquas et sexas qu'il m'envoyait évangéliser. Je dis évangéliser parce que cette métaphore était familière au protestant volontiers prêcheur qu'il était, quoique, bien évidemment, je n'étais pas enclin à mêler, comme lui, Tinbergen et Jésus. Mais cela ne l'agaçait même pas, il était aussi libéral que luthérien et mon indifférence à ces deux religions lui semblait tout à fait tolérable, car sur ce qui fut l'essentiel de sa vie de travail, j'étais son disciple : il voulait rendre intelligibles les choses de l'économie et les améliorer par des politiques rationnelles et généreuses. Je titrai mon écrit *L'avenir du capitalisme*, car l'une de mes cibles était l'intelligentsia communiste que les réformes de Gorbatchev allaient tirer de sa torpeur stalinienne. Je reçus de judicieux conseils des quelques amis auxquels je soumis mon manuscrit, au premier rang desquels figurait Claude Alphandéry. La difficulté essentielle tenait aux habitudes éditoriales de l'époque, mais Claude fut d'une parfaite efficacité. Il rentrait d'un stage aux Nations-Unies dont il avait tiré *L'Amérique est-elle trop riche ?* édité avec succès chez Calmann-Lévy et il approuvait mon idée de prendre pour cible Le Seuil, éditeur de la revue *Esprit* qui, en ce temps-là, était bien positionnée dans la marmite idéologique où commençait de mitter l'union de la gauche qui accèderait au pouvoir vingt ans plus tard. Il me fit rencontrer Jean-Marie Domenach, directeur d'*Esprit*, qui était un de ses compagnons de la Résistance. Paul Flamand qui propulsait Le Seuil d'un fond de sacristie jusqu'à son plein épanouissement éditorial, était encore, à l'époque, plus qu'à demi méfiant de mes inclinations politiques – comme de celles de Claude Alphandéry – et bien hésitant devant le fossé commercial à sauter : était-ce vraiment de la littérature que cette chose-là ? Mais les lecteurs bien choisis dont il prit l'avis levèrent ses doutes. Le livre parut en 1961 et il eut assez de lecteurs et d'échos pour emporter pleinement son adhésion. Trois ans plus tard, il accueillit sans problème ma collection *Société* où je pus loger des essais tournés vers des problèmes économique-sociaux urgents et souvent complexes. Pour ce faire, je trouvai une cinquantaine d'auteurs, modernes et techniquement qualifiés, dans les milieux politiques et professionnels que je fréquentais, puis dans les pousses additionnelles que ces premiers semis suscitèrent.

Quelque temps plus tard, Claude Alphanéry m'invita à le rejoindre dans l'entreprise où il travaillait depuis son retour de New-York. En fait son séjour aux Nations-Unies avait été une transition entre le SEEF qu'il quittait et le groupe de sociétés immobilières et bancaires présidé par son oncle André Weil auquel il succéderait quelques années plus tard. Il réagissait, en somme, comme Mendès-France, choqué par le coup d'État gaulliste. Dès que j'eus achevé les quinze ans de service public, commencés au temps du pionicat et dont l'accomplissement me donnait droit à une retraite beaucoup plus tard - (mais d'être Flamand et chargé de famille me rendait prudent) - je devins l'un de ses adjoints à la direction d'un groupe qu'il étoffait déjà et qu'il développa considérablement. Aux Arts et Métiers, j'avais appris bien d'autres choses que l'art de passer des marchés d'équipement, mais presque rien des affaires bancaires, si ce n'est beaucoup des métiers comptables, mais ces lacunes qui m'auraient desservi dans maintes tâches routinières ne me gênèrent aucunement dans les fonctions d'état-major qui me furent offertes. Bien au contraire, je pus me lancer, sans routines ni préjugés dans plusieurs des innovations souhaitées par Claude, tout en multipliant les contacts politiques, administratifs et éditoriaux que j'avais déjà établis : car ce groupe privé, contrôlé par des familles juives et résistantes, était profondément libéral. Je pus notamment poursuivre mes projets éditoriaux aussi librement que chez Claude Gruson, lequel allait d'ailleurs bientôt engager une carrière bancaire, non pour suivre la trajectoire habituelle de l'Inspecteur des Finances (qu'il était), mais parce qu'après quelques années à la Direction Générale de l'INSEE, le gouvernement de l'époque ne voulut pas le nommer au Commissariat Général du Plan qu'il était le mieux à même de piloter. Mais, en France, le virage libéral qui allait s'accélérer se dessinait déjà, j'y reviendrai quand l'ascenseur social dont j'avais fortement bénéficié – comme des milliers de mes concitoyens, de tous métiers et de tous niveaux – se sera grippé.

Me voilà donc, cadre professionnel multi-cartes (comme on disait alors des représentants de commerce), mais aussi militant politique sans carte (car j'avais quitté l'incorrigible PC) sans m'affilier à aucun des partis et sectes qui proliféraient alors, mais en me mêlant à bien des débats, colloques et autres clubs où s'amplifiait le bouillonnement déjà noté. C'était l'époque où la gauche française traversait d'énormes péripéties parfois très périlleuses, mais où ses anciens combattants

s'agrippaient à leurs mandats électifs et à leurs lambeaux d'appareils politiques. La nouveauté ne germait que dans le mouvement étudiant et en quelques syndicats. Mai 1968 trouva de ce côté plusieurs de ses racines, mais il fallut encore des années pour que le climat politique soit transformé. Il le fut d'ailleurs fort tard, trop tard pour ralentir la crise économique-politique qui bientôt ravagerait l'Europe. Ce ravage dure encore. Le détail de cette histoire n'est pas à évoquer ici, il a été raconté sous cent angles différents, par beaucoup de ceux qui parcoururent, d'une oasis à l'autre, le vaste désert de la gauche utile.

Avant d'aborder le quatrième quartier du 20^e siècle, je dois encore noter quelques événements plus personnels, pour autant qu'ils infléchirent mes activités et orientèrent mes écrits. J'ai dit les fonctions vers lesquelles l'ascenseur social me hissa, mais il me reste à noter que vers 1975, le groupe dirigé par Claude Alphandéry fut secoué par la tempête économique qui s'annonçait déjà. Claude a lui-même publié en 1999 un *Vivre et résister* (brève et véridique esquisse autobiographique, reproduite sur le présent site) où les tensions de ces années-là sont sommairement précisées. Je n'ai rien d'essentiel à y ajouter, car n'étant pas aussi courtois que lui, il me faudrait évoquer deux ou trois choses désagréables sur le contexte groupal et politique de cette période. Mais j'atteste de la véracité de ses dires, car il traversa ces quelques années avec le même genre de courage et de sérénité qu'il avait manifesté pendant les années de guerre et de résistance et avec le même souci de travailler au mieux-être de ses contemporains les moins fortunés qu'il continuera de prodiguer durant les années ultérieures d'une existence qui d'ailleurs est loin d'être achevée : j'ai souvent admiré l'affection qu'il prodigua à celle de ses grand-mères qui vécut plus que centenaire, en parfaite fidèle des idéaux républicains et laïcs de haute époque. L'amitié que je lui portais ne bougea pas d'un iota, quand je dus quitter l'ascenseur où il m'avait entraîné : j' y reviendrai.

Pendant le troisième quart de siècle, ma famille avait évidemment grandi, tout en plongeant de nouvelles racines dans un village du bout de l'Essonne, nouveau département, né du redécoupage de toute la région parisienne. Ma fille aînée, Agnès, n'hésita pas longtemps entre l'économie comme son père, et le droit qui lui plaisait beaucoup plus. Le choix suivant (professorat ou magistrature ?) fut tranché par l'erreur d'un prof qui ne sut pas éviter un doublon quant à la thèse qu'elle

avait entreprise. Plus d'agreg., restait l'Ecole de la Magistrature, où elle entra, tête haute, après avoir occupé un poste d'assistant dans la nouvelle Université, installée dans la bâtisse de Paris-Dauphine d'où de Gaulle venait de chasser l'OTAN. S'ensuivit une carrière un peu retardée par ces détours universitaires, mais bientôt accélérée par des performances exemplaires, accompagnant un obstiné refus des accélérateurs usités dans cette profession (se faire juge d'instruction, servir au Parquet, participer à quelque cabinet ministériel, de préférence à la Justice ou à Matignon, etc.). Elle rejeta toutes les suggestions de ce genre. Bien lui en prit : cette magistrate qui se voulait pure juriste vient d'être promue à la Cour de Cassation. Ne lui dites pas que, possiblement, d'autres promotions, en France, en Europe et dans le reste de l'international l'attendent encore, car si vous lui en parliez, elle m'arracherait les yeux. Elle est ainsi faite, mon admirable fille aînée, qui a peut-être certaines des qualités de ses père et mère, mais qui possède assurément tous les défauts dudit père, si bien que les faire vivre ensemble pousserait l'un(e) ou l'autre au crime. Aucun risque semblable ne se présentera du côté de mon cadet, Frédéric, qui a fait d'honnêtes études à feu doux, faisant trembler au passage chaque barre d'examen à sauter, avant de se perfectionner dans le préceptorat d'enfants rupins aux parents inattentifs, puis de devenir auteur de romans policiers et de guides divers, publiés sous des couvertures parfois moins nobles que la *Série Noire*. Ce fut un tueur de motos et un amateur de voitures, spécialiste du tourisme en moyenne montagne, puis, pour envelopper le tout, il devint un dirigeant efficace d'une mairie et d'une comcom, comme aiment à dire les réformateurs de la géographie administrative de la France à 36000 communes pour désigner les communautés de communes où ils essaient d'entasser ce menu fretin épuisant pour les élus qui s'y dévouent. Après deux mandats, Frédéric s'est donc mis à jouer d'autres cordes de son arc : l'informatique, les loisirs, les cadeaux et leurs commerce. C'est, en somme, comme son arrière grand-père (celui de Verdun) un homme tourné vers le dernier progrès technique de son temps.

Leur mère, mon épouse Jacqueline, entrevue à l'occasion d'un monôme de 1944, déploie d'autres talents que ses enfants ou leur père. Elle a su écouter patiemment les longs récits de sa fille et se prendre d'une immense affection pour sa première petite-fille à qui elle s'identifie parfaitement, l'avenir confirmera si la réciproque est vraie. Tout

aussi patiemment, mais plus fermement, elle a su aider son fils remuant à ne pas se perdre dans les dédales du parisianisme post-soixante-huitard, au bénéfice, il est vrai, d'une riche expérience dans les organisations de parents d'élèves qui traversèrent ces années-là comme un rude réveil suivi de réadaptations plus ou moins radicales – pour autant qu'écoles, lycées et facultés aient su eux-mêmes s'adapter à une société en évolution ultra-rapide, mais zigzagante. Plus difficilement, parce que son cadre multi-cartes de mari manquait de souplesse (ou de loisirs ?), elle a néanmoins trouvé le bon mode d'emploi dudit époux. Par exemple en fuyant les mondanités qu'elle déteste (les cocktails plus ou moins littéraires, les dîners priés, les raouts bancaires, etc.), mais en cultivant, des années durant et de façon fort hospitalière, les amis récoltés par ses soins et les miens, de la Hollande au Mexique, du Japon au Pérou et en d'autres contrées, tous visiteurs récurrents et parfois de long séjour, sans compter les nettement plus rares enseignants, chercheurs et politiques qui ont fréquenté sa table de bonne réputation. Comme en outre, Jacqueline préfère de beaucoup la campagne à la ville (sauf à regretter l'éloignement des théâtres), elle a pu ruraliser son hospitalité, ce qui facilité toujours le rôle d'une grand-mère, opère un tri intéressant parmi les relations parisiennes et donne un charme supplémentaire à l'accueil des étrangers de passage. Tandis qu'à grand renfort de réunions et de débats, j'explorais les oasis parsemées dans le désert de la gauche, Jacqueline fleurissait son oasis familiale souvent pleine d'étrangers, alors que les enfants étaient, eux aussi, ramasseurs de copains, avant que l'envie de s'envoler les saisisse, dans la France riche des années 1970 où l'avion devenait d'usage courant et où la voiture se banalisait, surtout quand une mère comme Jacqueline laissait sa fille promener sa voiture du Danemark à la Sicile.

J'arrête là ces mini-réminiscences familiales que j'aurais pu enrichir d'exemples tirés de ma fratrie pour détailler le cheminement, de la JOC au PC, de mon frère cadet, Roland, et de son épouse Anne-Marie ou la vie de notre jeune sœur Marie-Thérèse, vie pleine de rebonds qui pourrait nourrir un feuilleton télévisuel de longue haleine, d'autant qu'en arrière-plan on percevrait clairement les transformations accélérées de la société nordiste, région de vieille industrie où se faisaient entendre des craquements semblables à ceux qui, déjà, fissaient les Midlands, la Ruhr et le Borinage. Mais n'anticipons pas. Vers 1975,

l'Europe vivait un bel été indien Le traité d'Helsinki où l'Est et l'Ouest se juraient de ne plus toucher à leurs frontières respectives et de s'inviter réciproquement aux manœuvres militaires et aux procédures électorales semblait annoncer la fin de la guerre froide . A l'échelle mondiale, même, Kissinger et Chou Enlai qui avaient disjoint la coopération russo-chinoise pour en finir avec la guerre du Vietnam, voyaient celle-ci s'achever.

Une Europe heureuse et un monde en paix ? Le siècle finirait bien, semblait-il...

1975-2000 – Renaissance de la Chine et mort de l'URSS

[Retour à la table des matières](#)

L'Europe qui se croyait durablement pacifiée par le traité d'Helsinki aborda le dernier quart du 20^e siècle en imaginant que les crises économiques étaient réservées aux pays de l'est et que les crises idéologiques seraient finalement bénéfiques comme autant de "mai 1968". La construction européenne à poursuivre prolongerait l'élan pris depuis 1950 et les accidents occasionnels seraient surmontés comme venaient de l'être les chocs pétroliers de 1973 et 1975. La promotion de Gorbatchev ou les élections de Reagan et de Mitterrand accaparaient l'attention du personnel politique, des deux côtés de l'Atlantique. La Russie pourrait se réformer, les États-Unis, grands vainqueurs de la guerre froide, n'auraient plus à craindre l'URSS, on allait aider plus et mieux le reste du monde qui claudiquait toujours. Il fallait de mauvais esprits, comme moi, pour douter de ces prévisions béates.

Après que mes espoirs de 1969 (*[Le contrat socialiste](#)*) aient été démentis par l'échec des socialistes français aux législatives de 1974, les réflexions qui nourrissaient les six tomes de *[La Société](#)*⁴ (lesquels seront publiés à partir de 1977) me faisaient pressentir un avenir beaucoup moins lisse. La campagne politique qui portera Mitterrand au pouvoir en 1981, à laquelle je fus mêlé de plus près qu'à celle de 1974,

⁴ Le livre et non la collection du même nom que j'ai dirigée de 1964 à 1974.

me permit de jauger l'insuffisante préparation des gauches "unies". La "victoire" de Mitterrand en 1981 se solda, trois ans plus tard, par une déroute quasi-générale, ouvrant sur une décennie de bricolages de qualité fort inégale, que la droite poursuivrait à sa manière sous Chirac. Cet exemple français – dont j'ai détaillé certains aspects dans *La nationalisation des chrysanthèmes* (1985) – ne faisait pas exception, il accusait plusieurs traits répandus dans toute l'Europe de l'ouest. Les politiques, français et autres, s'avançaient vers un avenir incertain, les yeux fixés sur le passé récent. Leur réveil débuta quand le Mur de Berlin s'effondra, en 1989, et quand tout le système soviétique se démantela en une décennie. Les peuples d'Europe orientale, émancipés de la tutelle soviétique, furent certes accueillis assez vite dans l'Union Européenne – et beaucoup trop vite dans l'OTAN, cette agence américaine, avide d'emprises dans la zone naguère soviétique – mais leur adaptation au capitalisme occidental fut lente et onéreuse. Le siècle s'acheva sans que le rattrapage fut partout en vue, même dans l'Allemagne réunifiée à grand renfort d'investissements d'ouest en est. Hors l'ex-zone soviétique la déception fut d'autre nature : sans bien comprendre ce qui se passait, les peuples occidentaux redécouvrirent le chômage massif et durable qu'ils croyaient à jamais disparu. La défense des "droits acquis" l'emporta sur la priorité aux politiques anti-chômage. Les dégâts économiques s'aggravèrent de frustrations politiques, quand il apparut que les partis socialistes et social-démocrates dont les conflits avec les mouvements communistes avaient scandé toute l'histoire européenne (et parfois mondiale) du 20^e siècle n'avaient rien de significatif à proposer (hormis quelques initiatives scandinaves).. Ailleurs, des politiques souvent hasardeuses donnèrent aux principales économies, une tournure de plus en plus libérale et anti-étatique. Seules firent illusion les pays riches en pétrole (Angleterre et Norvège) ou durablement servis par d'abondantes subventions européennes (Portugal ; Irlande) à quoi s'ajoutèrent des ruses et des tolérances fiscales (Luxembourg et encore l'Irlande). L'Afrique où se concrétisaient les pires craintes des années 1960, pour ce qui est de la "surpopulation", des famines et de la malnutrition fut soumise, en outre, à la plus grave épidémie de sida de toute la planète. Elle souffrit de l'extrême médiocrité de ses structures étatiques, entretenue par les aides et contrôles néo-coloniaux que les puissances européennes y prodiguaient. Le sommet de l'horreur fut atteint dans la région centre-orientale, dite des Grands Lacs, et dans la Corne somalo-éthiopienne

où guerres et massacres se succédèrent de façon quasi continue. Ailleurs, en Amérique latine, la misère déjà moindre, mais presque partout soumise au gardiennage politico-militaire des États-Unis fut entretenue par les ricochets des crises du dollar qui ruinèrent par deux fois les monnaies locales (au début des années 1980 et au milieu des années 1990). Pendant toute cette période, le FMI fut l'auxiliaire des intérêts américains (et européens, en mineur), le bras séculier de "sauvetages" ruineux pour les économies "aidées". L'Asie faillit être traitée de même quand une crise financière frappa, au milieu des années 1990, plusieurs pays de ses flancs est et sud-est trop aventurés dans leur recours aux crédits des banques occidentales, mais ils surent assez vite redresser leur barre, avec le concours d'un Japon devenu le "troisième grand" de l'économie mondiale et l'aide de plusieurs États de moindre envergure, mais néanmoins dynamiques, comme la Corée, la Malaisie et d'autres. En outre, la masse plus stable de la Chine et de l'Inde, dont l'influence allait croissant et qui se méfiaient de la banque à l'occidentale, pesa décisivement dans la balance financière régionale. Vers la fin du siècle, tandis qu'une crise d'anémie perdurait au Japon, toute l'Asie retrouva son plein élan, à l'instar d'une Chine où les réformes de Deng Xiaoping qui étaient passées quasiment inaperçues en 1978, donnaient à ce pays, vingt ans plus tard, l'allure d'un prochain "troisième" ou "quatrième grand", derrière les États-Unis, toujours prééminents. Tandis qu'aux côtés du Japon qui se remettait de ses langueurs et de l'Allemagne désormais réunifiée, la Russie qui s'était involontairement dégagée de l'URSS semblait pour longtemps hors course, tant ses élites économiques et politiques l'avaient dépecée depuis 1990. Si bien qu'au total, l'Occident incrédule découvrait elle aussi que son ancienne primauté technico-industrielle se délitait. Les délocalisations d'entreprises (*outsourcing*) qui rognait, de longue date, certaines industries légères, comme celles du textile et de l'habillement ou du jouet et qui avaient déjà capté une bonne part des aciéries et des constructions navales, s'en prenaient, en fin de siècle, aux diverses branches de l'électronique et de l'informatique, y compris les services spécialisés qui multipliaient leurs emplois. Avec un retard, entretenu par une immigration massive assurant la persistance de bas salaires (au milieu de groupes héritiers du "fordisme" des années 1920 et d'après-guerre) les États-Unis n'étaient pas encore gravement atteints quand le 20^e siècle s'acheva, mais, à peu d'exceptions près, l'Europe occidentale était déjà profondément marquée, d'autant que les

migrants d'Europe orientale, d'Afrique méditerranéenne et du Proche et Moyen-Orient affluaient vers elle.

Dans ce contexte inquiétant, l'explorateur des oasis de la gauche que j'avais été se trouva pris dans le (médiocre) mouvement de recomposition politique de la gauche française, tandis que le cadre multi-cartes que j'avais été entre banque et édition, mêlait à ses métiers antérieurs de nouvelles tâches, parfois plus politiques, voire universitaires, tout en se partageant entre la France et maints pays étrangers. Simplifier ce kaléidoscope d'activités qui s'étalèrent des nationalisations bancaires de 1982-84, déjà évoquées, à maints colloques, débats et conférences et à de multiples initiatives (telles la création du Cercle Condorcet de Paris, la production de livres et d'articles, la réalisation d'études et d'enquêtes politico-administratives, etc.) serait fastidieux et promènerait le lecteur dans plusieurs pays d'Europe, d'Amérique latine et du Proche-Orient méditerranéen. Par exception, je souligne néanmoins les multiples séjours d'assez longue durée que je fis au Mexique, car je trouvais à Mexico, Puebla, Guadalajara et autres lieux un cadre de vie aussi stimulant que celui que m'offraient, depuis longtemps, les Pays-Bas hollandais et belges, ces cousins de ma Flandre juvénile. Tous ces déplacements qui relativisaient la quotidienneté française et les péripéties socialistes de la vieille Europe redoublèrent mon attention pour les immenses régions de ce que maintes simplifications usuelles appelaient le Tiers Monde, la Tricontinentale ou le Sud, selon une mode qui changea d'une décennie à l'autre, sans bénéfice politique ni théorique. Par ailleurs, ils approfondirent mes investigations en matière bancaire et financière. Ainsi, les nationalisations mexicaines de 1982, les dénationalisations ultérieures et les traitements appliqués par la Banque Mondiale et le FMI aux crises "latino-américaines" ou "asiatiques" m'aidèrent à comprendre des risques que les traditions un peu plus vigilantes des autorités bancaires, boursières et financières françaises (et d'autres pays européens) masquaient à demi, du moins jusqu'à la fin du siècle où le laxisme à l'américaine prit valeur de modèle généralisable et dégradèrent les orientations élaborées par le Club de Bâle. Les ratios Cooke des années 1980 étaient assez pertinents, les normes dites de Bâle I furent déplorables et – par la suite – les normes de Bâle II, des années 2000 furent criminogènes. La révolution financière qui corrodait, de l'intérieur, la révolution industrielle capitaliste devint plus que périlleuse. La crise des *subprime*

inaugurera, en 2007, une série de catastrophes que l'on retrouvera plus loin, tant son aggravation est probable.

Ces envolées vers les évolutions bancaires les plus sophistiquées ne me firent pas perdre de vue les innovations rampantes de la "mondialisation" qui saccageaient les industries européennes. Elles m'aiderent aussi à bien mesurer la portée potentielle des percées chinoises et autres. À propos du prochain quart de siècle, j'aurai à revenir sur ce que ces déplorables innovations laissent présager, quant à l'évolution globale du système mondial, mais elles me permirent, dès avant la fin des années 1990, de bien comprendre ce qui était à la source des pannes d'"ascenseur social" qui désaxaient la France et bien d'autres sociétés du vieux continent, des ratés de la prééminence américaine (encore voilés par d'énormes dépenses militaires et spatiales) et des brouillards épais que la nouvelle série des hausses pétrolières (commencée dès avant la fin du 20^e siècle) projetait sur toutes les économies occidentales. En fait, le système mondial amorçait une conversion générale. L'essor économique chinois fut d'abord ressenti comme une nouveauté exceptionnelle, par ceux qui oubliaient les exemples déjà donnés par le Japon, puis par les tigres et dragons, limitrophes du Pacifique et de la Chine. Le grand bond en avant de la Chine et la suractivation de presque toute l'Asie à son entour, n'étaient pas encore complétés par le redressement de la Russie et continuaient d'être obérés par le volcanisme belliqueux du Proche et Moyen-Orient, mais ils annonçaient plus qu'une simple série de conquêtes commerciales et de "délocalisations" industrielles comme l'Europe et les États-Unis se plaisaient encore à le croire. C'étaient déjà les toutes premières étapes d'un nouveau centrage mondial qui allait s'accélérer dès le début du 21^e siècle, j'y viendrai prochainement.

Le monde était en train de se transformer profondément et je vis de près certaines des failles qui le crevassaient, notamment par l'effet des crises politiques et financières mexicaines. Je m'en suis expliqué ailleurs, en évoquant [*Le monde au 21^e siècle*](#) et [*L'Avenir du socialisme*](#), ouvrages qui vinrent remplacer, en 1991 et 1996, les tomes 7 et 8 qui devaient clore mon opus sur [*La Société*](#). Je ne puis prétendre que ces deux livres, débordant de mon programme initial, ont atteint des sommets, mais j'en tire aujourd'hui encore le sentiment qu'ils m'ont permis d'échapper aux tournis des écervelés qui ont plaqué sur les novations en cours de vieux schémas mal rafistolés et qui ont tourné ca-

saque quant à leurs choix politiques. Leur liste serait longue comme celle par laquelle j'avais illustré, dans le [tome 2](#) de *La Société*, le fait que beaucoup d'écrits "marxistes" des années 1960 et 1970 jonglaient avec un concept de "mode de production" d'une parfaite imprécision. Le décentrage-recentrage et la novation radicale du système mondial qui sont désormais engagés restent inintelligibles à un grand nombre d'analystes politiques, historiques ou sociologiques du monde actuel, notamment à ceux qui ne savent pas lire Marx, Hilferding ou Gramsci en les débarrassant des épiphénomènes d'époque qui rident leurs textes. Autrement dit, la portée mondiale cumulative des réformes chinoises d'après 1978 et des démantèlements de la société soviétique après 1990 leur échappe étant bien entendu que ces ignorances courantes en France comme dans toute l'Europe et l'Amérique latine, se retrouvent au décuple dans l'intelligentsia étatsunienne.

Les premiers frémissements du recentrage mondial furent perceptibles, avant la fin du siècle, dans la génération de mes petits-enfants et petits neveux. En 2000, les plus âgés, comme Juliette (23 ans, fille d'Agnès-la-magistrate) souffrirent des pannes de l'ascenseur social. D'autres, proches de 20 ans, comme les petits-fils de mon frère Roland, achevaient d'excellentes études et semblaient promis à des carrières de recherche, d'enseignement ou d'ingénieur, mais sans aucune trace des bousculades d'offres qui marquèrent mes débuts dans la vie active. D'autres encore, parfois plus jeunes, tardèrent à s'orienter dans les affres du proche avenir et "choisirent", comme mon petit-fils Maxime, de rester plus longtemps dans le nid familial, quitte à convertir en diplômes leurs loisirs préférés : ainsi Maxime fit de sa familiarité avec l'anglais et avec le cyberspace, la matière d'une licence et l'occasion d'un apprentissage médiatique. Peut-être puis-je insister sur le cas de Juliette, car les obstacles qu'elle rencontra et les tours et détours qui en résultèrent sont sociologiquement des plus typiques. Elle avait fait d'excellentes études au lycée, comme en khagne et en fac et se trouva, dès 21 ans, détentrice de deux maîtrises (philo et Europe) comme d'un diplôme de Sciences Po (communication). Sa visée était le journalisme politique, sa difficulté principale tenait à l'époque : le journal-papier semblait promis à une proche disparition, le journal-radio-télé était quasiment réservé aux diplômés de quelques très rares écoles qu'elle n'avait pas fréquentées, le journal-médiatique-internet restait à inventer (en 2000) et il lui fallait trouver de quoi nourrir ceux

qui le servaient. Elle réussit néanmoins à galérer, de gazette provinciale en revues diverses pour assurer sa pitance, sans avoir besoin d'aumônes familiales. Elle en était là en 2000. Mariée et mère de famille, elle l'est encore aujourd'hui. Aucun "ascenseur" n'est venu la quêrir. Une famille moins aisée que la sienne, un réseau de relations et d'amis moins étoffé que le sien, une formation moins soutenue que la sienne ou un caractère moins trempé que le sien – lui auraient fait rejoindre la grande armée des semi-chômeurs intellectuels ou des "intermittents" du spectacle, des medias et d'autres voies semi-barrées, sans compter les centaines de milliers de jeunes, moins gratifiés encore ou moins vaillants, qui peuplent les Agences pour l'emploi.

Mais son caractère est fort bien trempé et son avenir se construira, fût-ce au sabre d'abordage. Ses père et mère – Agnès déjà croisée et Jean-Pierre, informaticien bien enraciné dans le terroir champenois – eurent, comme Jacqueline et moi, la surprise d'apprendre que, dès avant dix-huit ans, elle était inscrite depuis plusieurs mois dans la section socialiste d'un arrondissement parisien où, depuis lors, elle a acquis l'ancienneté et les savoir-faire sans lesquels on ne se fait guère entendre dans une telle enceinte – ou on la quitte dare-dare. J'anticipe un peu : dans la campagne présidentielle de 2007 qui promut l'actuel président (peu républicain) de notre République, elle a été fort active pour soutenir Ségolène Royal. Je ne veux pas suggérer qu'une carrière politique l'attend, ni signifier que ses tâtonnements professionnels seraient pour partie imputables aux exigences de son militantisme. En effet, c'est non seulement une personne bien trempée, mais aussi un bourreau de travail, Joël son mari et Eliott son fils (mon "octavon" d'arrière-petit-fils) tiendront leur rôle dès le prochain épisode, dans le devenir de cette branche vigoureuse de ma famille et sans doute aussi dans le devenir complexe de notre commune société française en voie-de-mondialisation-dans-une- Europe-hésitante.

Un arrière-petit-fils fut longtemps un luxe rare dans l'histoire humaine, mais quand le 20^e siècle s'acheva, ce luxe commença à se banaliser – et pas seulement au Japon, premier pays à avoir commencé vers 1950, à canaliser sa démographie jadis exubérante. Maintenant que la population stationnaire devient le lot commun des pays européens, avant de gagner les Amériques et le reste de l'Asie, sinon la pauvre Afrique, on risque pourtant de ne pas apercevoir clairement cette singularité luxueuse, car la quatrième génération des contempo-

rains d'une même famille est, pour le moment, noyée dans cette autre novation de notre époque : le milliard d'hommes. Vers ma naissance, quand le second quart du 20^e siècle venait à peine de débiter, nous étions quoi ? deux milliards environ sur notre Terre commune., mais nous atteignîmes les six milliards quand ce même siècle s'est achevé et il nous viendra avant longtemps le renfort d'au moins trois milliards supplémentaires, avant que l'humanité change de cours. Alors les Eliott se distingueront mieux, tandis que les vieux, les très vieux et les francs vieillards deviendront légion. J'y insiste, parce que pour entrer intelligemment dans le 21^e siècle et juger à bonne échelle du poids vite décroissant de la toute petite France et d'une Europe qui, déjà, devient menue – mais qui n'a pas encore appris à rabattre de son orgueil - il faudra fixer son attention sur le poids humain et géopolitique, des autres régions, naguère soumises à l'Europe. Que de "pannes d'ascenseur" en perspective ; À moins que...

2000 – 2025

– Vers un nouveau système mondial

[Retour à la table des matières](#)

Vu d'Europe et même des États-Unis, le 21^e siècle a mal commencé. L'industrie s'en va ; le chômage s'accroît ; les prix des ressources minières et alimentaires ont fortement augmenté. La situation politique internationale semble gravement perturbée par les attentats de 2001 et par les rebonds des guerres du Proche et Moyen-Orient. Ailleurs aussi, des actes terroristes et des guerres adviennent souvent. Bref, l'Occident souffre d'un malaise aux causes apparemment variées.

Mais le 21^e siècle a bien mieux commencé pour les pays au bénéfice desquels plusieurs des propositions précédentes sont réversibles. Les hausses de prix alimentaires tiennent aux achats qui font reculer la famine, nonobstant les milliards-d'hommes supplémentaires qui peuplent la planète. Les recettes accrues que maints pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine tirent de leur pétrole et de maintes autres richesses naturelles ont massivement réduit leur endettement, tout en renforçant leurs investissements. Du Brésil au Nigéria et de l'Inde à l'Iran, beaucoup de ces États s'arrachent à leur misère, le re-

cord absolu étant obtenu par la Chine. L'inégalité n'est pas réduite pour autant, mais un peu d'espoir infuse jusque dans les populations les plus misérables.

Des phénomènes adventices sont invoqués pour "expliquer" ces transformations manifestes. La "crise du pétrole" qui renouvelle une situation déjà vécue durant les années 1970 est imputée au retard des équipements installés par les grandes compagnies et à la demande supplémentaire qui émane des pays, asiatiques notamment, où la production industrielle s'est accélérée. La recherche de ressources énergétiques complémentaires freine l'offre alimentaire alors que la demande explose. Les millions d'hommes qui s'exilent vers des marchés du travail plus actifs que ceux de leurs pays d'origine perturbent les pays de destination. Les dizaines de millions d'enfants qui accèdent enfin à l'école et les dizaines de millions de familles qui reçoivent, enfin, une aide sanitaire surchargent des budgets publics déjà grevés par des travaux d'équipement et par des rallonges destinées au maintien de l'ordre.

Un pas de plus est accompli quand ces symptômes mondialement visibles sont rapportés aux mutations structurelles qui les sous-tendent. L'Europe, maîtresse du monde au 18^e et 19^e siècles est atteinte d'une anémie aux formes variées, mais à peu près générale. Les anciens champions de la révolution industrielle se couvrent de "friches industrielles". L'Afrique qu'elle a découpée en chasses gardées s'émancipe partout. L'Amérique latine, naguère domaine réservé des États-Unis, se libère des "aides" financières qui la ligotaient et trouve, grâce à sa clientèle asiatique, un élan qu'elle avait seulement connu par deux fois au 20^e siècle, quand les États-Unis et l'Europe, distraits par leurs "guerres mondiales" lui avaient laissé quelques années de répit. Même le Proche et Moyen-Orient, marbré par les concessions pétrolières des compagnies occidentales et les bases militaires anglo-saxonnes commence à manifester son "ingratitude". Les incursions initiées par les États-Unis et souvent soutenues par des régimes fragiles dont la survie est ainsi "garantie", entretiennent la longue chaîne de guerres locales et régionales dont le dénouement sera marqué par un inévitable reflux de l'influence américaine. Dans tout le reste de l'Asie, l'obéissance aux injonctions américaines, fort répandue au temps de la guerre froide, fait place à un reflux des alliances conclues en ce temps-là : la Corée du sud et Taïwan sont plus qu'à demi-"per-

dus" ; le Japon tire tant sur sa laisse qu'il ne tardera pas à la casser ; les débris de l'ex-URSS, qui semblaient être des proies faciles trouvent dans leur pétrole et dans les débuts du redressement russe de fréquents appuis ; les quasi-protectorats du sud-est asiatique, tels les Philippines ou la Thaïlande participent, à leur manière, à cette sorte d'émancipation générale d'un immense continent Aux États-Unis une anémie ravageuse semble se développer, à grand renfort de déficits commerciaux et budgétaires, de crises financières (comme celles des prêts hypothécaires et des crédits à la consommation) et de dépréciations du dollar qui semble dépasser les ruses tactiques qui ont parfois "défendu" cette monnaie. Les plus grandes banques de New-York se revigorent à grand renfort de capitaux chinois ou moyen-orientaux, les institutions financières internationales n'obéissent déjà plus au doigt et à l'œil de Washington. Bref, la prédominance étatsunienne semble flagellante.

Néanmoins, les États-Unis continuent de mener les politiques impérieuses qui visent à ranger toute l'Europe et des pans entiers de l'ex-URSS dans l'OTAN qu'ils contrôlent, pour renforcer encore le réseau mondial des bases entourant cet ancien antagoniste et pour encercler de mieux en mieux la Chine, considérée comme leur futur antagoniste. Leur surveillance aéro-satellitaire mondiale tend à un contrôle intégral des activités spatiales et des équipements ad hoc, comme à une gestion souveraine des télécommunications planétaires dûment écoutées. Leur vigilance aéro-navale s'exerce sur toutes les voies déclarées stratégiques, parce qu'il s'y véhicule du pétrole et d'autres ressources privilégiées ou parce qu'elles bordent des terres à "protéger" comme Taïwan. Leurs ingérences politico-culturelles, "mondialisées" au temps de la guerre froide, se prolongent ou s'étendent obstinément, comme si leur responsabilité centrale était d'affermir partout le libre jeu du marché, la noble activité bancaire et boursière, la plénitude des fonctions religieuses qui ne couvent aucune "menace terroriste", la rectitude de normes juridico-judiciaires et parlementaires de plus en plus semblables aux "bons usages" américains, toutes orientations dont la portée et l'opportunité sont à apprécier selon des canons internationaux de fabrication américaine.

Pour faire bon usage des observations précédentes, deux précautions sont indispensables. La première est de bien distinguer les données positivement acquises, des prolongements et extrapolations que

je leur adjoins dans *L'invention du 21^e siècle*. La frontière événementielle entre ces deux catégories se situe à la fin de l'hiver 2008, quand le mois de mars s'approche de l'équinoxe de printemps. Au delà de cette limite, l'avenir qui n'est certes pas inconnaissable, n'est évocable que de façon hypothétique et conditionnelle. Il en résulte que des faits hautement probables dans un proche futur (quelques décennies tout au plus), comme la disparition presque totale des ressources pétrolières et le bouleversement de fond en comble des modes de vie à l'américaine (ainsi que leurs imitations en maintes régions) se situeront (ou s'étaleront) dans une conjoncture qui pourrait être très différente, selon la portée des nouvelles explorations pétrolières, selon la rapidité des productions de remplacement (d'origine agricole notamment) qui ont déjà été entreprises et selon diverses autres considérations mal soupçonables aujourd'hui. On peut supputer d'énormes bouleversements négatifs au Proche et Moyen-Orient et divers effets bénéfiques dans les pays qui s'engageront dans les voies ouvertes par le Brésil depuis les années 1970, mais on ne peut en déduire un échéancier temporel et local d'une bonne précision pour d'autres régions d'un monde en devenir. Le rythme et les effets industriels et urbanistiques de la désintoxication pétrolière des États-Unis et des consommations nouvelles qui lui feront suite comportent une part d'inconnu qui ne se réduira que peu à peu, durant les prochaines décennies. D'autres inconnues tiennent à l'éventuelle irruption d'événements massifs et majeurs dont la portée pourrait être comparable à celle d'un coup de Prague façon 1948, d'un mai 1968 à la française, d'un bâti (ou d'un effondrement) de mur façon Berlin ou d'un septembre 2001 à l'américaine, sans compter la survenance, plus ou moins vaguement attendue, des événements d'échelle plus vaste encore qui nous sont promis dans l'ordre météorologique, sanitaire ou démographique.

La seconde précaution est de gommer autant que possible mes propres inclinations idéologiques, pour interpréter mes conjectures et pronostications, étant bien entendu que chaque lecteur doit évidemment s'exercer pour son propre compte, à une vigilance aussi rigoureuse, car lui comme moi, nous sommes porteurs d'un énorme fatras idéologique, certes distinct, de l'un à l'autre, mais jamais bénin. Autrement dit, pour avoir chance de réfléchir aux grandes variantes possibles de l'histoire prochaine ou plus lointaine, à leurs écarts calendaires, etc., il faut savoir prendre une certaine distance critique vis-à-

vis des interprétations qu'autrui vous propose (qu'autrui soit moi-même ou vous, ami lecteur, ou n'importe qui d'autre). Penser autrement c'est s'enfermer dans une cécité ou dans une impuissance volontaires. Pour concrétiser mon propos, je vais esquisser un relevé des implications idéologiques les plus manifestes, soupçonnables dans ma propre *Invention du 21^è siècle*. Cet inventaire de mes défaillances hypothétiques s'appuie sur les interrogations critiques et les accusations plus directes qui m'ont été adressées lors des débats, compte-rendus, réfutations et autres mises au point que ce texte a suscitées. On peut me soupçonner d'un anti-américanisme aigu, d'une indulgence excessive pour les faits et gestes de la Russie, de la Chine et de quelques autres États (gouvernements, régimes, etc.) qui n'ont pas tous été marqués par les expériences communistes du 20^è siècle. Ces soupçons ne concernent pas seulement des États-éléphants, mais s'appliquent parfois aussi à des États de plus faible poids actuel ou potentiel, tels que la petite Hollande ou le vaste Mexique. A propos de la Hollande, on peut m'accuser de sympathies mal justifiables pour la civilisation batave dont ma Flandre native serait une source et pour les exploits du capital marchand qui joua un grand rôle dans le bâti des "temps modernes" et, donc, des empires européens. Pour sa part, le Mexique me conduirait de son côté vers quelque variante du romantisme révolutionnaire. En scrutant mon rapport à l'histoire et à la culture françaises, on pourrait aussi m'accuser d'anti-gaullisme viscéral, tant je doute que la France soit "venue du fond des âges", ait été d'aucune façon l'un des "vainqueurs de la seconde guerre mondiale" ni, plus anciennement, le principal "flambeau de la civilisation européenne", quel qu'ait été son rôle dans le foisonnement des Lumières du "grand siècle, je veux dire le 18^è", des novations révolutionnaires du 19^è siècle et des inventions, culturelles autant que techniques, du 20^è siècle. Sans compter ma faible sympathie pour l'Angleterre, mon insuffisante antipathie pour l'Allemagne, etc. Ou, pour sortir d'Europe, mon irrespect pour la contribution française à "l'éveil de l'Afrique", ma méfiance excessive envers Israël, etc. pourraient inaugurer une autre longue liste de "péchés cardinaux" Et, au delà des repérages géopolitiques, on pourrait en venir à mon ignorance des civilisations asiatiques, à commencer par celles de l'Inde ou du Japon, ou, sous un autre angle, à mon dédain pour les cultures classiques rangées par l'enseignement dans l'étrange catégorie des Humanités, etc. Le tout baigné d'une irréligion moqueuse qui serait un pur athéisme, si l'on en

juge par mon désintérêt pour la métaphysique et la théologie et autres branches aventureuses de la philosophie. J'arrête sur cette note scientifique et laïcarde la liste virtuellement infinie de mes défaillances essentielles.

Pour aider le lecteur à se dépêtrer de mes travers réels ou supposés, dans l'exercice d'une distance critique (et autocritique) auquel je l'invite, il est peut être utile de lui présenter une esquisse ultra-simplifiée du nouveau système mondial en gestation qu'il pourrait inférer de mon [*Invention du 21^e siècle*](#), sauf à lui indiquer en quoi ce tableau me paraît aujourd'hui caricatural. Cette gestation sera chose faite lorsque le recentrage du système mondial à venir sera clairement établi, dûment stabilisé et généralement reconnu dans à peu près toutes les "régions continentales". Beaucoup d'Américains qui ne sont pas tous militaires, ni sots, se comportent comme si une bi-polarité sino-américaine devait assurément succéder au binôme russo-américain des années 1940-1990. Sans exclure totalement cette hypothèse, je la tiens pour moins probable – et moins souhaitable – que l'instauration et la consolidation d'une courte pluralité de puissances centrales où des éléments dérivés de l'Europe plus ou moins unie, de l'Amérique australe circa-brésilienne, des Indes diversement configurables et peut-être aussi d'une Russie encore puissante en Asie centrale auraient à s'établir aux côtés des États-Unis (agrandis hors les Amériques ?), du Japon (toujours influent en Asie du sud-est ?) et, plus tard peut-être, de nouvelles mises en ordre s'affirmant à travers les désordres d'Asie occidentale et de deux ou trois grandes zones africaines. L'énorme intervalle entre le probable et le souhaitable me paraît devoir servir de terrain principal pour la politique internationale des prochaines décennies, laquelle politique ne résorbera ses fort inquiétantes dimensions militaires, qu'au prix d'une consolidation des structures productives et financières de l'économie mondiale – qui s'esquisse déjà – ainsi que d'une révision radicale et d'une extension fort détaillée des institutions bordant ou orientant les politiques et les diplomaties de portée mondiale. Si tel pouvait être le cas, le centre de gravité des conflits internationaux se déplacerait (peu à peu et difficilement) des économies (nourricières et enrichissantes) vers les civilisations (identifiantes et innovatrices). Schématiquement, les premiers rôles occupés depuis des siècles par le commerce, l'industrie et la finance capitalistes, céderaient peu à peu la prévalence à de nouvelles vedettes dont il faut souhaiter qu'elles ne

soient pas les héritières des religions multimillénaires et des nationalismes à peine séculaires qui s'étalent aujourd'hui un peu partout, mais qu'elles se cristallisent au sein d'institutions nouvelles, faisant usage des meilleures technologies de leur temps, mais tirant leurs caractéristiques les plus essentielles des meilleurs appareils créés par les premiers siècles du socialisme (mutuelles, syndicats, coopératives, partis et autres associations) ou surtout par des institutions plus nouvelles encore qui s'inventeront à l'usage.

Les brèves explorations des prochains quarts de siècle qui vont suivre développeront quelque peu ces indications schématiques en les centrant sur chacun des trois champs d'action politique que le système mondial, aujourd'hui en gésine, oblige à distinguer : le champ universel d'une "mondialisation" dont les effets contraignants surplombent désormais toutes les régions "continentales-mondiales" ; le champ nettement différencié qu'offre chacune de ces régions, héritières d'histoires et de cultures longtemps distinctes ; le champ, enfin, des États ou groupes d'États d'une cohérence et d'un poids suffisants pour influencer nettement leur propre "région" continentale-mondiale et – par ce canal ou parfois même de façon plus directe – le système mondial en cours d'établissement. Dans ce contexte "futurible", le sort de mes descendants comportera évidemment une forte part d'aléatoire. Néanmoins ils appartiennent tous à des générations sur lesquelles "on sait" bien des choses, puisqu'aussi bien leur destin collectif relève de sciences sociales moins incertaines que les plans de carrière parfois offerts par les entreprises et les administrations, que les espérances caressées par les intéressés et leurs proches, que les supputations des psychologues et autres directeurs de conscience de toute farine, sans parler des vaticinations des cartomanciennes et autres astrologues. Si bien que je prendrai pour repère les strates générationnelles dans lesquelles ma lignée a d'honnêtes chances d'être présente tout au long du 21^e siècle.

Ainsi, maintenant que ma fille Agnès et mon fils Frédéric avancent d'un pas toujours ferme vers le digne septuagénariat qu'ils atteindront environ 2025, je puis les prendre comme repères d'une génération à qui l'Europe n'a pas fait de misères, mais sur laquelle le système mondial a pesé de plus en plus lourdement. Au temps de ses lointaines études, Agnès fréquentait le plus moderne des lycées parisiens, lycée féminin du 13^e arrondissement, que le gouvernement de Gaulle fit vi-

siter à Mme Khrouchtchev, venue avec son mari, en visite d'État à Paris. C'était aussi l'époque où les immigrés algériens, nombreux dans ce quartier, étaient pourchassés par la police et n'avaient pas encore achevé la guerre fratricide qui opposait le jeune FLN au vieux parti de Messali Hadj, si bien qu'Agnès avait pour consigne de se jeter dans un couloir ou à plat ventre dans le ruisseau, si on se mettait à tirer autour d'elle sur le chemin du lycée. Plus tard, les parents d'élèves de son lycée élirent mon épouse à leur tête, mais il fallut attendre l'après-mai 1968 pour que la mixité conquière cet établissement. Vers 2025, la même Agnès aura sans doute achevé sa carrière judiciaire quelque part dans la stratosphère européenne, voire euro-méditerranéenne si les projets trans-Méditerranée qui refont surface de temps à autre se concrétisaient. Peu important ces hypothèses et leurs rivales, elle est d'une génération qui aura connu d'importants travaux pratiques de construction européenne, notamment pour aider à surmonter l'orgueil irréfléchi d'une magistrature et de gouvernements qui tardèrent longtemps à subordonner les lois et les jugements de fabrication française aux normes explicitées par des traités européens en bonne et dûe forme, issus ou non de propositions de gouvernements français. Héritiers de l'autorité régaliennne ou impériale de leurs prédécesseurs, mais inaptes à se plier à bonne date à leurs obligations européennes, les magistrats et, plus encore, les ministres tardent à s'intégrer pleinement dans l'Europe Unie. Ces rhumatismes institutionnels relèveraient de l'anecdote, s'ils n'étaient l'indice d'un mal plus grave qui contribue, aujourd'hui encore, aux difficultés françaises et européennes d'économies en mal de mondialisation.

En effet, il en va des gouvernements et des partis politiques, les plus "européens" comme les plus "souverainistes" : ils prêtent beaucoup plus d'attention aux difficultés des entreprises et des corporations nationales qu'au respect des directives européennes. Dans ce contexte, leurs initiatives visant à entraîner les principaux États membres de l'Union Européenne vers de hardies créations qui mobiliseraient collectivement des ressources européennes (élargies de concert) ou qui coaliseraient des forces suffisantes pour infléchir des institutions internationales comme l'OMC ou le FMI, sont rares, parfois malencontreuses et souvent suspectes. Par exemples tout-à-fait actuels (2008), le Français qui dirige l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) continue de privilégier les intérêts corporatifs des paysans français,

pour ne pas se faire trop taper sur les doigts par son gouvernement national, tandis qu'un autre Français récemment promu à la tête du Fonds Monétaire International (FMI) alors qu'une réforme majeure de celui-ci est aujourd'hui souhaitée et possible, semble se heurter au freinage du gouvernement français et de plusieurs de ses voisins européens, lesquels refusent de rendre plus commune leur représentation dans le FMI, de façon à faire une plus large place à la Chine et à d'autres pays "émergents". Que ces deux Français soient en outre socialistes, ne les incite pas à jouer du Parti socialiste et du Parlement européens pour conquérir quelque souplesse supplémentaire vis-à-vis de leur gouvernement national. Une éventuelle protestation commune de ces deux dirigeants, cooptés par l'ensemble des administrateurs du FMI ou de l'OMC, aurait de grandes chances d'être incomprise de l'opinion française et même du parti socialiste français, comme de leurs équivalents en maints autres pays de l'Europe "unie". La mondialisation, c'est bel et bon ! L'Union Européenne, c'est l'avenir ! Mais les intérêts nationaux (nourris par les réflexes électoraux les plus superficiels) demeurent la priorité indépassable. Pour le moment ?

Du temps qu'il était maire d'un village bourbonnais, pauvre en paysans, hormis quelques éleveurs, mon fils Frédéric fut perturbé par les discussions que provoqua la préparation du referendum de 2005 qui allait finalement rejeter le projet de Constitution européenne préparé par une commission dont le Conseil des Ministres européens avait confié la présidence à Giscard d'Estaing. Les électeurs français rejetèrent ce texte que Sarkozy fit reprendre (à quelques détails formels près) et que les assemblées françaises ratifièrent finalement en 2008. J'écris ceci alors que le tour d'Europe des ratifications n'est pas encore achevé.⁵ Les préjugés d'électeurs villageois irrités par une PAC (Politique Agricole Commune) sensible aux intérêts des céréaliers, ces vastes exportateurs, plus qu'à ceux du menu peuple des éleveurs donnèrent une majorité aux forces politiques disparates qui firent rejeter le projet giscard-européen. La leçon était claire : des instances européennes aux villages épars (et, tout aussi bien, aux quartiers urbains, comme aux zones industrielles) la prise de décisions aurait dû être médiatisée, outre les gouvernements nationaux, par une pyramide d'assemblées consultatives et délibératives qui la décanteraient vers le

⁵ Qui voudrait rouvrir ce dossier trouvera sur le présent site un texte sur [L'Europe ou les Europes](#) que j'écrivis en 2004-2005.

bâti raisonné de compromis explicites. Le "traité simplifié" qui sera peut-être ratifié en 2008 et 2009 est encore très insatisfaisant à cet égard, car il sera le fait d'États diversement représentés dans des Assemblées inégalement électives et aux pouvoirs assez variés. Ainsi va l'Europe qui boitille vers une "unification" lente laquelle ne sera pas uniformisée avant longtemps, si elle l'est jamais. Son caractère durablement hétéroclite – qui est de la nature des choses "internationales" – n'aurait rien de gênant s'il était couronné par une sorte de gouvernement émanant d'une assemblée délibérative, aux pouvoirs progressivement élargis, coordonnés par une instance exécutive soumise à cette assemblée, à laquelle le cortège des gouvernements nationaux serait explicitement subordonné pour certaines fonctions précises d'intérêt commun européen. On n'en est pas encore là. En particulier, les rares progrès faits dans la direction d'une représentation unifiée de l'Europe dans l'OMC, le FMI et les autres agences internationales, existantes ou à créer, sont lents, incomplets et obérés de réserves par un collège d'États européens qui peinent à se fondre en coopératives spécialisées, souveraines dans les limites de cette spécialisation.

Comme aucun calendrier sérieusement précisable ne me permettra d'ordonner les entremêlements événementiels qui affecteront les trois champs d'action mondiaux évoqués ci-avant, je me propose d'organiser la revue des prochains quarts du 21^e siècle en prenant, à cet égard un pari méthodologique. Pour 2025-2050, période où s'épanouira la génération JUJOMAX, je postule que les conséquences de la crise et les projets de réforme qui s'esquissent aujourd'hui occuperont une position centrale, tandis qu'en 2050-2075, les contrecoups politico-culturels mondiaux se feront pleinement sentir à la génération ELIOTT., si bien qu'il sera temps d'essayer d'entrevoir, pour la période 2075-2100 (à génération innommée) l'allure que pourrait prendre le nouveau système mondial qui aura fini de succéder à celui qui naquit, après 1970, de la mort de l'URSS et de la renaissance de la Chine. Que les amis des États-Unis soient tranquilles : l'État-modèle qui les fait aujourd'hui rêver sera encore de ce monde, parmi les premières puissances, même si sa richesse ne le singularisera plus autant qu'aujourd'hui et si une honnête dose de modestie aura infusé dans sa culture. Il est vrai que les péripéties qui affecteront jusqu'alors la planète Terre sur laquelle toute l'humanité est embarquée – et le sait – contribueront sans doute à cette tardive sagesse.

2025 – 2050 – La fatigue de Wall Street

[Retour à la table des matières](#)

Dans tous les pays où règne quelque variante du mode de production capitaliste industriel, la conjoncture économique est exposée à des fluctuations plus ou moins cycliques de la production et de l'investissement, donc de l'emploi et des revenus. Ces crises économiques peuvent être aggravées par l'effet de guerres, de désordres du commerce lointain, de politiques budgétaires malvenues, etc. Les crises financières qui se sont parfois inscrites sur cette toile de fond ont longtemps été provoquées par les tâtonnements des banques d'émission et les désordres boursiers dûs à des ruées spéculatives. Les deux guerres mondiales encadrant l'énorme crise économique des années 1930 ont pérennisé ces désordres, à grand renfort de poussées inflationnistes et de fluctuations monétaires. Il fallut attendre les innovations budgétaires et bancaires de la reconstruction ⁶ pour que les banques commerciales retrouvent peu à peu leurs capacités de création monétaire. Les pays les plus riches d'Europe, bientôt suivis par le Japon, ont alors développé des systèmes bancaires à deux étages : celui des banques "ordinaires" ou "de détail", gageant sur les dépôts qu'elles collectent des crédits destinés aux entreprises et, peu à peu, aux ménages (crédit à la consommation ou à l'habitat) ; et celui des banques "d'investissement" ou "d'affaires" aidant à l'extension ou à la création d'entreprises au moyen de crédits à plus long terme et de capitaux levés en bourse ou par fusion de firmes préexistantes. Deux étages diversement agencés, selon les traditions de chaque pays (interventions étatiques, établissements à statut particulier, etc.). Le tout chapeauté par les banques d'émission de chaque monnaie nationale qui bordent – et contrôlent plus ou moins - les activités bancaires de toute sorte.

À partir des années 1970, les eurodollars, nés dans les marges d'un commerce international qui reprenait vigueur, et, plus encore, les pétrodollars résultant des poussées de prix pétroliers ont émancipé les banques et les bourses, d'autant que la plupart des États de la zone ca-

⁶ Plan Marshall, FMI, Banque Mondiale, OCDE, etc.

pitaliste ont progressivement renoncé à leurs politiques interventionnistes. Les principales banques ont alors étendu leurs activités, en convertissant ces pétrodollars (et d'autres ressources en devises) en prêts internationaux et en offrant à leurs riches déposants l'occasion d'effectuer des placements, boursiers et autres, sur des places étrangères. Les taux de change et les cotations boursières sont ainsi devenus les cibles de spéculations internationales, c'est-à-dire l'objet d'engouements soudains ou de paniques collectives. D'où une série de crises financières indûment baptisées du nom des régions qu'elles ravageaient, telles l'Amérique latine des années 1980, l'Asie orientale des années 1990 ⁷ et derechef l'Amérique australe des premières années 2000. Ces crises ont été "soignées" à grand renfort de crédits internationaux (accrus et renchérissés) assemblés sous l'égide d'un FMI fidèle aux intérêts des banques (américaines et autres) de Wall Street. La série de ces tsunamis financiers – fort rentables pour la haute banque internationale – a été interrompue par les transformations structurelles que j'ai analysées dans [L'Inventaire du 21^e siècle](#) et [L'invention du 21^e siècle](#), ouvrages repris sur le présent site. Essentiellement : par l'embourbement des États-Unis surendettés et par la nette montée en puissance de la Chine : j'y reviens plus avant.

Mais auparavant, il faut insister sur une autre innovation que des sociétés, bancaires ou non, mais férues d'ingénierie financière ont fait mûrir à toute allure, au cours des dernières décennies du 20^e siècle : le bâti d'un troisième étage dans les grands groupes bancaires et financiers des pays capitalistes les plus riches, étage qui, d'ailleurs, est international de naissance, tant il échappe – jusqu'ici – aux normes et contrôles des divers États. Cet étage est celui des fonds spéculatifs (*hedge funds*) et des "produits dérivés", le tout lié par une "titrisation" qui a fait glisser de la collecte bancaire de dépôts vers la cueillette boursière de placements ⁸, la nourriture préférée des banques de toute sorte. Tous les termes que je viens d'employer sont récemment apparus dans le jargon des entreprises bancaires, financières et connexes. Ils sont trop frais pour que leurs significations précises soient déjà calibrées, tandis que leurs finalités sont trop chargées de ruses (par mé-

⁷ Durant cette même décennie, mais avec quelques variantes dûes aux désordres politiques régionaux, la plupart des pays de l'ex-URSS ont également été touchés.

⁸ Ou vers le démarchage de souscripteurs potentiels.

fiance des contrôles et des impôts) pour que leurs "inventeurs" ⁹ se hâtent de les expliquer.

Les sociétés financières du 3^e étage visent une rentabilité très supérieure à celle des appareils bancaires et boursiers s'activant dans les étages inférieurs. À cette fin, elles jouent du secret, du levier et de l'arbitrage. Le secret est celui des fonds spéculatifs (*hedge funds*), des sociétés anonymes non cotées (*private equities*) et d'autres entités commerciales qui s'efforcent d'échapper à tout compte-rendu public, pour leurs actions "délicates" (délits d'initiés, utilisation de paradis fiscaux, achats occultes de participations dans des sociétés publiquement cotées, etc.) Le levier est formé de crédits massifs fournis par des banques d'affaires pour démultiplier les opérations, amorcées par des fonds spéculatifs utilisant leurs capitaux propres. L'arbitrage résulte d'un mélange d'opérations à échéances variables (des plus courtes aux très longues) portant sur des objets très divers, par recours à des formules très variées. Par exemple le rachat de firmes claudicantes, pour les revendre en bloc ou au détail après les avoir "dégraissées" de leur main-d'œuvre "excessive" ou pour remplacer leurs dirigeants "vieillis" par de nouveaux cadres, fussent-ils menacés de licenciements (LBO ou *leveraged buy outs*, etc.). Une variante très prisée par les fondateurs de fonds spéculatifs leur réserve un % élevé des profits accumulés avant qu'ils ouvrent le capital social à de nouveaux apporteurs de fonds, après quoi ces mêmes fondateurs, devenus gestionnaires, recevront un % plus modeste sur les prouesses courantes de "leur" société. La vente par morceaux d'une entreprise achetée en bloc est une autre variante chère aux *raiders*. Dernier exemple ¹⁰ les titres "structurés complexes" fabriqués par une société (à statut bancaire ou non) qui acquiert des paquets de créances hypothécaires, commerciales ou autres, créées en un ou plusieurs pays et libellées en une ou plusieurs devises, et qui les mêle en proportions bien choisies, de façon à afficher une rentabilité moyenne appétissante et à noyer dans le lot une dose éventuelle de canards boiteux. ¹¹ Ces titres plus ou moins "véro-

⁹ Qui sont les jongleurs de l'ingénierie financière, les "traders" des "salles de marché" et autres galopins irréfléchis qui sont, eux-mêmes, sélectionnés, "encadrés" et "contrôlés" par les hiérarques vieillissants des banques de haut vol.

¹⁰ Mais non dernière variante, car les ingénieurs de l'ingénierie financière en créent sans cesse de nouvelles.

¹¹ Par exemple des crédits hypothécaires à taux variable, lesquels augmenteront d'année en année jusqu'à une échéance lointaine (10, 20 ans ou plus), si

lés" sont ensuite logés dans les comptes d'épargne de souscripteurs ordinaires, chez leurs honnêtes banquiers du 1^{er} étage ou utilisés sous des formes plus raffinées par les banquiers du 2^e étage.

Les méfaits dûs aux crédits hypothécaires – dont le mécanisme vient d'être évoqué – n'est que l'un des aspects des dérapages dramatiques dont la finance américaine est porteuse. En effet, les États-Unis vivent à crédit et sont de plus en plus menacés de perdre les prêteurs internationaux qui pourvoient à leurs besoins. Les ménages américains couvrent une part importante de leurs dépenses courantes par le moyen de plusieurs "cartes de crédit" qui leur offrent des "facilités" croissantes et fort onéreuses, si bien que leurs dettes sur cartes – qui figurent déjà dans la structure complexe de produits dérivés – pourraient acquérir une réputation aussi fâcheuse que celle des crédits hypothécaires. Cela vaut particulièrement pour les énormes achats de produits pétroliers auxquels l'usage de l'automobile et de l'avion tout comme le chauffage et la climatisation des habitats, des commerces et des bureaux contraignent ce pays. Les entreprises américaines sont elles aussi tributaires du crédit – ce qui est normal – mais ont pris l'habitude depuis plusieurs décennies d'un crédit à très bas taux, ce qui pourrait ne pas se prolonger, tant la pompe aspirante et foulante actionnée par Wall Street est menacée de diverses façons. L'appareil d'État nord-américain tourne lui aussi à crédit, car les générosités fiscales de l'administration engendrent des déficits majeurs, alourdis par la croissance des charges guerrières. Enfin, la glissade du dollar qui est apparue en 2007-2008 a rendu les États étrangers (notamment ceux d'Asie et du Golfe Persique) moins désireux de convertir en bons du Trésor américain, leurs excédents commerciaux vis-à-vis des États-Unis. Bien des rectifications politiques pourront intervenir d'ici la fin du deuxième quart du 21^e siècle, mais il faudrait un miracle de doigté étatsunien et de coopération internationale pro-américaine pour que le

du moins le débiteur (initialement appâté par un taux très bas) dispose de ressources croissant suffisamment pour y faire face, faute de quoi cet emprunteur hypothéqué perdra sa maison et le souscripteur final des "structurés complexes" perdra l'essentiel de la souscription par laquelle il s'est – à son insu – substitué au prêteur initial. Si par surcroît, ce crédit "de qualité inférieure" (= *subprime*) est logé dans un lot acquis d'un seul coup (par exemple dans un contrat d'assurance-vie ou un plan d'épargne "garanti") ledit souscripteur ne saura rien des difficultés qui l'attendent et les ingénieux financiers précités seront complètement sortis du circuit...

redressement soit rapide, complet et durable, dans un pays qui a perdu l'habitude de l'épargne et de l'impôt proportionnés à ses besoins, sans aide internationale involontaire. L'exemple type d'une telle aide a été donné par le Mexique et divers autres pays d'Amérique latine, à partir de 1982, quand une hausse massive et durable du coût des financements en dollar (décidée par les États-Unis seuls, pour vaincre leur inflation "vietnamienne" de l'époque) a fait perdre une décennie de croissance à presque toute l'Amérique latine. Les crises "asiatiques" ou, derechef "latino-américaines" survenues ultérieurement ont été provoquées ou compliquées par des décisions unilatérales des États-Unis ou par des fuites massives de capitaux (étatsuniens et autres), d'abord attirés par des taux alléchants. Bref, d'ici les années 2050, les séries pluri-annuelles de crises financières se répèteront probablement, souvent scandées par les réactions étatsuniennes aux reculs de la prééminence américaine et aux aller-retours des réglementations et contrôles qui tenteront de freiner les "excès spéculatifs" des banques et autres appareils financiers.

Si je m'en tenais aux activités actuelles de la génération JUJOMAX, telle qu'elle est représentée parmi mes proches, les crises financières qui se profilent d'ores et déjà et qui atteindront sans doute leur pleine intensité au cours du second quart du 21^e siècle ne seront pas facilement traitées par cette génération. JU – c'est-à-dire ma petite fille Juliette – qui est apparemment la plus politisée - et son mari JO (ou Joël), ainsi que son frère MAX – ou Maxime, mon petit fils, ont trop à faire pour se tourner vers ces problèmes abscons. Or leur génération de quinquagénaires (qui atteindront l'âge de la retraite avant la fin du second quart de siècle) sera évidemment celle où se recruteront la plupart des décideurs politiques de l'époque, des citoyens actifs, des responsables d'entreprises, d'associations et de partis. J'ignore évidemment si Maxime, le cinéaste potentiel, sera ému par les prochaines décennies de mondialisation, si son beau-frère Joël qui est un technicien plongé dans l'électricité en débordera (peut-être via l'électro-technique informatisée) vers des tâches plus politisantes et si Juliette elle-même, qui se prépara au journalisme politique pendant ses années d'études supérieures, mais arriva sur le marché du travail alors que cette activité devenait archaïque sera entraînée vers l'action et la décision politico-économique (ou d'autre orientation). Je pourrais allonger ma liste des JUJOMAX, notamment avec mes petits neveux (les petits fils de

mon frère Roland) que leurs solides diplômes scientifiques porteront vers des applications biologiques ou nucléaires, etc. Mais là n'est pas la question, car le second quart du 21^e siècle transformera ces actuels ou prochains chargés de famille et cadres ou techniciens responsables, en citoyens d'un vieux pays européen qui sortira, d'ici là des nostalgies qu'ils partagent avec la plupart de leurs concitoyens, autour desquels la France et même l'Europe se rabougrissent. Ils se retrouveront, bon gré mal gré, aux prises avec l'autre système mondial, aujourd'hui en gestation, c'est-à-dire avec un autre univers d'ambitions et de projets, d'espoirs et de combats, y compris pour répondre aux besoins des générations suivantes qui les houspilleront. Collectivement, les JUJO-MAX devront affronter ou surmonter l'obstacle majeur auquel se heurtent les adolescents et les jeunes adultes de 2008, qui est de ne pas encore trouver de prises substantielles sur le monde qui se transforme très vite autour d'eux – et à travers eux. Pas ou peu de prises, parce que la grande masse de leurs concitoyens ne conçoit à peu près clairement que les options politiques à trancher à l'échelle communale, tout en constatant l'impuissance croissante d'États qui, tout autour de leur micro-France, perdent une bonne part de leurs pouvoirs réels (mais une part trop courte de leurs souvenirs illusoires) et n'entrevoient, au moyen de stéréotypes télévisuels, que des aperçus souvent inexacts et toujours lointains, de quelques pouvoirs effectivement aux prises avec les affaires mondiales. Les crises financières qui assombrissent l'horizon, les crises économiques plus générales encore qui menacent de leur faire suite et les spasmes politico-culturels qui en résulteront sont loin de figurer au centre de leurs visions du monde. Sauf à retrouver plus loin et sous divers angles ce sombre diagnostic, il convient donc d'en cerner plus précisément les contours pour esquisser peu à peu et autant que faire se peut les champs d'action à explorer, les moyens d'action à produire – ou à revitaliser - à cette fin et les forces sociales à cristalliser pour ce faire.

La Chine et d'autres pays au commerce excédentaire – y compris le Japon qui a aidé le Trésor américain à combler ses déficits pendant de longues années – répugnent désormais à gérer leur monnaie propre conformément aux desiderata étatsuniens. Ils commencent à convertir leurs excédents en d'autres monnaies que le dollar et ont entrepris de stabiliser, voire de réduire leurs réserves placées en bons du Trésor américain, ce qui conduira probablement à des négociations moné-

taires internationales qui rompent avec l'unilatéralisme souverain pratiqué par Washington depuis les arrangements de Bretton-Woods (1944, révisés 1976). Les crises financières à l'américaine commencent à foisonner du fait des inventions de l'ingénierie financière ¹², laquelle créera de nouvelles ruses à mesure que les législateurs et les banquiers centraux essaieront d'imposer de nouveaux contrôles, car il est difficile de déplaire à la haute banque. Une circonstance aggravante résultera de la phobie anti-étatique qui règne depuis la "mort du communisme" en 1990-91. On peut en juger en observant le traitement réservé aux "fonds souverains", c'est-à-dire aux sociétés financières auxquelles les États riches d'excédents commerciaux ou de rentes pétrolières confient le soin de gérer ces ressources plus rentablement qu'en achetant des bons du Trésor américain. ¹³ On a vu de tels fonds se faire exclure des sociétés de gestion portuaire aux États-Unis ; mais il a bien fallu les accepter pour le sauvetage de quelques très grandes banques chancelantes de Wall Street, dès le printemps 2008. Après quoi, ledit Trésor américain a essayé d'entraîner ces fonds vers l'adoption "'volontaire" d'un "code de bonne conduite" qui ferait d'eux des *sleeping partners* ¹⁴ dans les sociétés occidentales où ils pénètrent. Washington compte sur le soutien du FMI et de l'OCDE pour faire d'un tel code une nouvelle norme internationale. Mais il est douteux que les États-Unis sortent vainqueurs de cette première escarmouche anti-chinoise (également tournée contre les pays pétroliers arabes, ces "ingrats" !). Déjà l'OCDE a refusé de s'engager de la sorte et le FMI donne priorité à une redistribution des pouvoirs en son sein. L'imitation du COCOM ¹⁵ n'est plus de mise dans le nouveau système mondial en gestation.

¹² Tel le mixage à des "structurés complexes" déjà riches de *subprime*, d'autres "structurés" plus complexe encore "titrisant" des risques autres que du crédit hypothécaire. En somme des mariages d'aveugles et de paralytiques pour remporter la course à la rentabilité.

¹³ Ces "fonds souverains" initiés par la Norvège et imités par Singapour, les Émirats Arabes Unis, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite elle-même et, massivement, par la Chine détenaient au début de 2008 entre 2 et 3 trillions de \$. La Trésorerie américaine estime leur montant probable à 15 trillions d'ici 8 à 10 ans.

¹⁴ Des partenaires passifs dans les conseils d'administration où leurs milliards de \$ ont à être représentés.

¹⁵ Ce Comité discrètement logé dans l'OCDE devait autoriser les exportations "stratégiques" vers l'URSS et ses alliés et il les bloquait le plus souvent.

Toutefois, il faut s'attendre à plusieurs décennies de péripéties complexes, avant que cette gestation touche à son terme, car il s'agit là d'un énorme processus géopolitique autant que structurel. En effet, les sociétés qui constituent pour le moment le "troisième étage" des appareils financiers les plus développés sont de plus en plus mêlées aux banques d'affaires du "deuxième étage" et se sont inféodé bon nombre des banques commerciales de base (celles du "premier étage"). En outre, elles ne sont pas confinées dans la seule économie financière, car des liens variés relient les pôles principaux de cette finance en voie d'internationalisation avec les pôles principaux de l'économie réelle, c'est-à-dire les sociétés multinationales enracinées dans les industries, les commerces et les services autres que financiers. C'est cet ensemble qui est souvent désigné, depuis la crise des années 1930, sous le nom de capital financier et qui, par la suite est souvent baptisé "firmes multinationales" (FMN). Lesdites multinationales sont encore, pour la plupart, ancrées en Amérique du nord, en Europe et au Japon, mais les pays "émergents" qui battent des records de croissance depuis deux ou trois décennies ont, eux aussi, commencé à former des multinationales qui s'activent loin de leur lieu de naissance, qu'il soit chinois, indien, brésilien ou d'autres origines encore. Savoir en quelles régions mondiales et en quels secteurs d'activité "réels" ou "financiers" les plus puissants de ces mastodontes seront enracinés, d'ici quelques décennies, est la principale question qui se pose à travers les joutes économiques mondiales déjà ouvertes. À cet égard, malgré les élans manifestes de l'Inde ou du Brésil, l'exemple le plus significatif est celui de l'énorme Chine.

Dans *L'Inventaire* précité, je me suis référé aux hypothèses prospectives élaborées par Maddison, spécialement pour ce qui est de la Chine. Depuis lors, en usant de données courant jusqu'à 2003 et raffinées par ses soins, cet éminent économiste-statisticien a souligné que les périls décelables au début des années 1990 (prêts bancaires non rentables au secteur d'État, sous-développement de l'appareil bancaire, faiblesse des ressources drainées par le budget central, etc.) ont été, comme prévu, enveloppées et minorées par la croissance générale de l'économie. Les défauts et risques désormais mis en lumière (pollution charbonnière, retards législatifs, déséquilibres entre provinces) ne lui semblent pas davantage de nature à freiner une croissance qui est soutenue par l'élan des exportations et par l'acclimatation des technolo-

gies occidentales. Maddison situe au delà de 2030, la fin probable de ce rattrapage (*catch-up process*). D'ici là, le revenu par tête croîtra en moyenne de 4,5% par an, mais ce taux se ralentira à mesure qu'il s'approchera de la frontière technologique que constitue le capital installé par tête en Europe et au Japon. En valeur absolue, la Chine deviendra la plus grosse économie mondiale vers 2015, mais vers 2030 son PIB réel par tête n'atteindra qu'un tiers de celui des États-Unis. Si le guidage étatique de la croissance ne faiblit pas ensuite, le rattrapage du niveau américain par tête pourrait intervenir quelque part au cours du troisième quart du 21^e siècle ou un peu plus tard. Toutefois, cette dernière extrapolation, à peine suggérée par Maddison, est d'une prudence que j'approuve, car l'histoire globale enserme l'histoire économique sous bien des contraintes non ou mal extrapolables.

Sur cette toile de fond, la montée en puissance mondiale de la Chine devient parfaitement compréhensible. Mieux : nécessaire, nonobstant les freinages que les États-Unis et l'Europe lui imposent encore en gênant la réforme du pouvoir au sein de la Banque mondiale et du FMI (quotas et droit de vote, participation accrue à l'état-major de ces institutions, manœuvres autour des "fonds souverains"). Ces retards seront intenable dans la durée. Quant aux pressions américaines – et aussi japonaises ou européennes – pour inciter les banques et les bourses chinoises à se rapprocher toujours plus des normes occidentales, pour renoncer à la stabilisation du taux de change du yuan, ou pour inciter la Chine à pratiquer un commerce extérieur moins gourmand, pour ce qui est des mines et métaux africains et sud-américains, des pétroles de toute provenance et des principaux produits alimentaires, on peut douter de leur légitimité quelle que soit la lettre des statuts de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou l'appel, en renfort, des "bons usages" occidentaux en matière de climat et de météorologie, de droits de l'homme et de droit international, etc. Le point central est, ici, de s'orienter vers une redéfinition des traités et usages internationaux, maintenant que la Chine et maints autres pays émergents "se mettent à leur compte" au lieu d'accepter sans discussion des normes internationales établies à l'époque de leur subordination coloniale et de leur faiblesse économique. En particulier, la conquête d'une influence majeure au sein des banques régionales-continrentales (Asie, Amérique latine, Afrique, etc.) et la construction de nouvelles institutions internationales entre les pays

émergents – avec ou sans participations européennes ou nord-américaines – ne peut plus être considérée comme une manifestation d'ingratitude ou une sorte de menace. Les anciennes primautés européennes, puis étatsuniennes sont appelées à s'atténuer, non à être sacralisées. Mais à cet égard, la difficulté politique principale sera la désintoxication idéologique des peuples occidentaux, habitués de longue date à des relations internationales peu favorables au reste du monde, mais si confortables pour les peuples européens et nord-américains que leur remise en cause fait scandale.

Les JUJOMAX de ma connaissance sont moins intoxiqués, en la matière, que le tout-venant de leurs contemporains, mais ils vivent dans un pays où règne encore une idée plus ancienne (*la France, mère des lois, des lettres et des arts*) qui exprime l'illusion d'une France avant-garde du progrès, alors que les institutions politiques, assoupies depuis le milieu du 20^e siècle, ne favorisent ni la réflexion, ni l'innovation. D'où cette conséquence dramatique : l'idéalisation des "trente cinq glorieuses" que furent, pour l'économie, les années 1945-75 et la crispation sur les "droits acquis" à cette époque. D'où de scandaleuses attitudes quand cette rêverie collective est troublée par des chocs, vite pris pour des cauchemars. La France se croit soudain dramatiquement endettée, alors qu'en tous pays capitalistes, une dette croissante est une bénédiction quand l'économie se porte bien. Elle s'imagine condamnée à un chômage indéfiniment accru, alors qu'elle est inhibée par le retard de son organisation sanitaire, scolaire et militaire. Pour s'en tenir ici aux dépenses militaires d'un pays qui prolonge à contretemps ses traditions impériales-coloniales, elles détournent une grande part des budgets que la recherche scientifique et l'exportation "mondialisante" pourraient valoriser pertinemment. Dussent les agriculteurs surproductivistes et les médecins organisés en corporations sans cesse multipliées, en souffrir dans leurs revenus et les enseignants et les militaires dans leurs statuts – tout comme diverses autres corporations moins nombreuses, mais socialement en retard – une France qui cesserait de confondre la liberté avec la centralisation uniformisante, l'égalité avec l'indifférence et la fraternité avec les ronflants discours qui l'exaltent, pourrait, en effet, réaliser en moins d'une décennie des exploits égaux à ceux que la Scandinavie, l'Allemagne réunifiée, divers pays méditerranéens et même de petits États, telle l'Irlande ont mis à leur actif en divers domaines, depuis les années 1990. À propos du prochain quart

du 21^e siècle je reviendrai, sous un angle politique et culturel sur les questions qui viennent d'être envisagées dans une perspective économique et financière, comme si l'adaptation aux transformations du système mondial se jouait uniquement de ce côté-là. En effet, les décennies toutes proches verront le peuplement et les mentalités de la France se transformer autant que son climat et son influence internationale, sans qu'on puisse supposer que ce sera nécessairement pour le mieux. Les Français de la Belle Époque et ceux des Trente Glorieuses auront, lors du troisième centenaire de la célèbre Révolution, des successeurs qui devront agir dans un monde qui aura été soumis à d'étranges modifications, à moins qu'ils ne se décident à reprendre un suffisant contrôle sur leur avenir.

2050 – 2075 – L'usure des alliances

[Retour à la table des matières](#)

Quand débutera le troisième quart du 21^e siècle, la Chine sera devenue, depuis une vingtaine d'années déjà, la première puissance économique du monde (foi de Maddison !), mais il se pourrait que son rattrapage du PIB par tête des États-Unis ne soit pas encore acquis, même s'il est en vue. D'autant que la Chine de l'époque, assurément renforcée par la récupération de Taïwan, sans être diminuée par une perte du Tibet, pourrait aussi avoir cheminé, de "statut spécial" en "statut spécial", vers un ensemble plus vaste, étalé par exemple de Singapour à Taïpeh et associé à l'ASEAN, au Japon, à la Corée réunifiée, encore que bien des variantes soient possibles dans cette Asie où l'Inde montera aussi en puissance. Ailleurs, d'autres coagulations originales pourraient se manifester – ou se préparer – soit par association de la Russie et de la Turquie à l'Union européenne, soit même par une extension transocéanique d'États-Unis qui incluraient l'Australie et la Nouvelle Zélande, en plus du Canada et d'une Grande-Bretagne finalement détachée de l'Europe. Purement hypothétiques – mais non dépourvues de signes annonciateurs, depuis le début du 21^e siècle – ces modifications énormes sont ici évoquées pour ouvrir l'esprit du lecteur. La géopolitique mondiale du 21^e siècle sera, pour le moins, aussi

riche d'évolutions radicales que l'a été celle du 19^e siècle ou, plus encore, celle du 20^e siècle. Pour envisager sous un autre angle une perspective qui s'est esquissée dès le premier quart du 21^e siècle, on peut constater que les vingt banques principales de Wall Street – celles qui se partageaient, avant 2008, la totalité des bons du Trésor émis par la Réserve fédérale américaine et qui les revendaient en lots plus réduits aux autres banques de leurs régions d'origine ¹⁶, ont, depuis lors, été diversement déclassées, voire ruinées ou absorbées par des établissements moins sensibles à la fatigue de Wall Street.

Ladite fatigue a gagné le dollar lui-même et, à un degré moindre, le yen, tandis que le yuan chinois a accru son rôle, l'euro ayant plusieurs fois joué au yoyo. Selon que l'on considère les réserves des banques centrales, les monnaies de facturation des échanges internationaux, les devises quotidiennement échangées sur le marché des changes, les évolutions que l'on décèle d'une période à l'autre sont inégales et fluctuantes. À long terme, l'indicateur le plus significatif sera sans doute le changement des quotas par pays au sein du FMI, si du moins cette institution perdure et révisé périodiquement ses modes de calcul, dans l'esprit de la réforme initiée en 2008 ou, mieux, par renforcement de celle-ci, quand s'atténueront les retards imposés par le freinage américain et par l'obstination de quelques pays européens (Angleterre, France et même Pays Bas et Belgique). Aussi faut-il prêter attention à des indicateurs moins sensibles aux décisions politiques des puissances fatiguées, par exemple le kilométrage de gazoducs et d'oléoducs transnationaux gérés par pays, les flux de passagers transportés par voie aérienne ou les tonnages de marchandises emportées par containers ou en vrac, etc. En effet, ces données de l'économie réelle importent finalement plus que les enflures de l'économie financière.

¹⁶ Toutes ces banques avaient déjà de grands actionnaires de tous pays – y compris des "fonds souverains" chinois ou arabes, pour au moins trois d'entre elles – mais leur origines géopolitiques officielles étaient à l'image du capital financier de l'époque : 10 seulement étaient nées aux États-Unis, contre 3 venues d'Angleterre, 2 provenant de chacun des trois pays suivants (Suisse, Japon et Allemagne) et, finalement, 1 seule de naissance française. A noter que l'une des 10 "américaines" (*Bear, Stearns & C°*) n'avait échappé à la faillite, en 2008, qu'en étant rachetée "en solde" (et sur crédits fédéraux offerts presque gratuitement) par sa collègue aussi "américaine" qu'elle, la *Morgan Stanley & C°* (elle aussi refinancée par la Réserve Fédérale), tandis que l'une des "suisses" avait dû subir à Zurich, un sort presque semblable.

Un autre repérage significatif, pour bien se représenter la transformation réelle des rapports entre puissances de par le monde, doit porter sur le poids relatif des riches et des pauvres au sein des pays "établis" ou "émergents", comme au sein des puissances en déclin relatif, car l'image approximative des luttes de classes internes que donnent les coefficients de Gini ¹⁷ calculés pour ces pays, souligne clairement l'exploitation dont profitent les accapareurs, comme les degrés de misère relative qui sont imposés aux "basses classes". L'évolution en moyenne et longue durée de ces données annuelles caractérise la cohérence relative de chaque société, c'est-à-dire le degré de contrainte que le pouvoir doit y exercer, faute d'une répartition moins sauvage qui favoriserait le consentement à l'ordre établi de la population qu'il contient

Pourtant, de tous les bouleversements qui vont caractériser le 21^e siècle, le plus important est assurément celui du peuplement. Je suis né en 1927 dans un monde à 2 milliards d'habitants, j'ai franchi le seuil du 21^e siècle, alors que nous étions déjà 6 milliards environ et, au cours du demi-siècle suivant, trois milliards et demi d'humains vont s'adjoindre à ce total, si l'on en croit les prévisions démographiques établies vers 2000. Ces mêmes prévisions suggèrent que ce total sera atteint vers 2050, mais ce résultat a des chances d'être démenti, tant par l'Afrique difficile à freiner que par la Chine où le freinage a été adouci au bénéfice de l'essor économique. L'inconnue n'est d'ailleurs pas de ce côté, car 2 ou 300 millions de Terriens supplémentaires pourraient n'être qu'un détail si les plus sombres prévisions écologistes se concrétisent. En effet, le relèvement du niveau des océans et les désordres climatiques qui nous sont annoncés auraient pour conséquences d'énormes déplacements de population, lesquels se joindraient aux croûts attendus pour modifier dramatiquement les régions en surpeuplement et les zones désertiques dans les terres émergées. Davantage de sous-alimentation, voire de famines seraient à craindre, d'autant qu'une part non négligeable des terres arables risque d'être détournée vers des cultures pour bio-carburants qui apaiseront la soif des consommateurs de produits pétroliers. Donc, la génération ELIOTT qui atteindra sa cinquantaine au cours du troisième quart du 21^e siècle

¹⁷ Coefficients statistiques qui décrivent la part du revenu national perçue par chaque décile (ou centile, etc.) de la population totale.

aura de rudes problèmes à traiter en presque toutes les fonctions qu'elle devra exercer.

Eliott, on s'en souvient, est mon octavon, le fils de ma petite fille Juliette et de Joël, son mari. Bien que ses parents lui aient coupé un I en le déclarant à l'état-civil, un beau jour de 2007, il n'est pas douteux qu'ils ont choisi son prénom en pensant au jeune Elliott, le protecteur de E.T., ce botaniste extra-terrestre abandonné sur la Terre par ses copains. Allez voir le film de Steven Spielberg (sorti en 1977, version française en 1982), c'est un admirable conte philosophique, sage comme du Voltaire, mais plus gai et plus sensible. Une merveille pour apprendre aux jeunes générations ce qu'est l'effroi devant un étranger absolu dans le monde où la vie l'a jeté. Quand elle sera aux affaires, la génération Eliott vivra parmi de nombreux immigrés, fuyant des catastrophes naturelles ou des zones pauvres, si ce n'est des dommages guerriers (surtout si la génération Jujomax remplissait mal son rôle). Dans un semis de diasporas marbrant des sociétés d'abord inaccueillantes, un monde garni de maints E.T. envers qui les Eliott (à un ou à deux II) pourront se montrer dignes du héros éponyme qui séduisit les parents du mien. Autrement dit, en regardant les sociétés concernées, avec l'œil non d'un fabuliste-sociologue, mais bien d'un historien-sociologue-féru d'action politique, ils auront fort à faire de leur vivant, pour améliorer les États bien assis, pour calmer ou engager les États enclins à d'éternels et vains combats, pour contrebattre les alliances va-t-en-guerre héritées des décennies précédentes, bref pour rendre leur monde habitable durant la pénible transition démographique et écologique vers un nouveau système mondial. Il se pourrait que quelques éléments d'ordre économique et financier aient déjà été façonnés dans ce monde (souhaitons-le !) mais il est certain que sa configuration politico-culturelle requerra encore bien des efforts— et des luttes. À vrai dire, les aspects politico-militaires de cette configuration se laissent mieux entrevoir que ses aspects ideologico-culturels, du fait de l'extension planétaire du grillage étatique qui contient les peuples et des agencements internationaux projetés par les principaux États. Je m'y arrêterai donc avant d'en venir aux structures à dominante culturelle.

Au cœur des tumultes politico-militaires, les cibles principales ne seront certainement pas les mafias, les terrorismes, les trafics d'armes ou de drogues, etc., toutes torsions qui relèvent, par nature, de traite-

ments policiers. Seront à viser avant tout les alliances enveloppantes et pérennisées prolongeant dangereusement d'anciennes coalitions, quelle qu'ait été leur degré initial de légitimité. Par suite de leurs rôles de 1940 à 1990, les États-Unis doivent être surveillés à cet égard, car leur traitement politico-militaire des anciens alliés de l'Axe qu'ils ont vaincus (Italie, Allemagne, Japon), leur alliance "atlantique" anti-soviétique prolongée après 1990 par un OTAN qui se veut attrape-tout, leurs alliances "volontaires" ravageant le Proche et Moyen-Orient et grignotant l'Asie centrale, leurs esquisses d'encerclement politico-militaire de la Chine, sans compter leur insistant contrôle des polices – et s'il se peut – des armées latino-américaines font de leurs armées, de leurs flottes et de leurs bases omniprésentes les principaux germes de guerres pour le 21^e siècle. Cela n'innocente pas les occasionnels bou-tefeux de toutes régions, à traiter les uns et les autres par des politiques adaptées à leurs situations particulières. Cela ne confère pas non plus une légitimité aux nouvelles coalitions musclées qui pourraient être créées ou réveillées par la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan, le Brésil et dix autres États, en diverses régions du monde. Mais il reste que la désinfection des séquelles belligènes de la deuxième guerre mondiale, de la guerre froide et des aventures bushiennes du premier 21^e siècle est une tâche majeure. Mes études sur les guerres potentielles du 21^e siècle, éditées sur le présent site, illustrent ce point pour ce qui est du Proche et Moyen-Orient et de l'est asiatique. Les tenir à jour sera essentiel – et pas seulement pour l'Afrique des Grands Lacs ou les Balkans. Il faut aussi observer ce qui se passe sous les eaux calmes de l'Europe supposée assagie, car c'est d'elle que dépendra la nécessaire asphyxie de l'OTAN. Sa survie et son extension maintiendraient le primat militaire des États-Unis, sans que les objectifs à poursuivre soient redéfinis périodiquement selon l'évolution réelle du monde. Son ouverture à des partenaires extra-européens – qui est déjà commencée – l'entraînerait sur tous les terrains où les États-Unis veulent faire sentir leur force. Le maintien de son organisation "intégrée" assurerait la prédominance des modes d'action et des équipements (c'est-à-dire des industries d'armement américaines), tout comme l'utilisation cavalière des polices, des prisons et même des tribunaux extra-américains.

Cette pérennisation de "l'empire du chaos" (Joxe) est à combattre frontalement ou/et latéralement, selon les rapports de force par pé-

riode et par région. Tant que la rupture formelle est hors l'atteinte pour des puissances trop isolées ou dotées d'opinions encore hésitantes¹⁸, l'incessant grignotage des attributions de l'alliance otanienne "intégrée", le refus de nouveaux venus en son sein, la non-participation à ses interventions nouvelles où que ce soit, la dénonciation des accords territoriaux qui la confortent (bases, franchises judiciaires, privilèges aériens, etc.), la résorption délibérée des privilèges américains en matière fiscale, téléphonique, diplomatique, policière et autre sont cumulativement souhaitables. Même la constitution d'une armée européenne "autonome" "aux côtés" de l'OTAN, voire "en son sein" peuvent être des étapes bonnes à prendre. En outre, toutes les initiatives de réagencement international qui contournent ou ignorent les États-Unis et leur OTAN sont, en principe, bienvenues, qu'il s'agisse de l'amélioration des relations entre le Japon et la Russie ou la Chine, entre celle-ci et l'Inde, entre ces deux puissances asiatiques et l'ASEAN. Contrebalancer l'influence américaine par des présences économiques, politiques et culturelles indépendantes autour du Brésil et d'autres États d'Amérique australe ou centrale et (demain) d'Afrique sera tout aussi pertinent. Tout faire enfin, pour inhiber un encerclement de la Chine analogue à celui qui fut appliqué à l'URSS et pour diligenter, d'étape en étape, l'adoption de réformes des organisations onusiennes (ou de leurs remplaçantes) en vue d'un multilatéralisme international souple, sans puissance prépondérante, sera de plus en plus utile.

La destruction de l'OTAN et la prévention de nouvelles alliances porteuses, sous une forme quelconque, de menaces aussi dommageables est une première urgence (de longue durée). Une seconde nécessité, tout aussi difficile à mettre en œuvre, devrait venir la compléter. À savoir : la canalisation des migrations de peuples déclenchées par la misère, les accidents climatiques ou d'autres drames sociaux. En effet, le grillage planétaire des États tend à bloquer ou à dévier ces mouvements pourtant inéluctables. La génération des Eliott devra, plus encore que les précédentes, s'efforcer d'empêcher la coagulation des masses migrantes dans les Somalies, les Belizes et les Congos ou même – un cran plus haut dans l'échelle des robustesses étatiques – dans les Albanies, les Mongolies ou les Afghanistans de chaque

¹⁸ Par exemple celles qui craignent encore un retour de flamme du communisme soviétique, sinon du nazisme.

époque, car l'absence d'États significatifs favoriserait, en peu d'années, la formation de purulences sociales contagieuses. À l'inverse, il deviendra durablement nécessaire qu'au prix d'aides internationales *ad hoc*, les États riches d'espace, de terres fécondes et d'autres ressources naturelles, y compris celles qui peuvent supporter, avec le temps, de fortes densifications industrielles et urbaines, soient incités à se rendre accueillants, comme une Argentine retrouvant son élan du premier 20^e siècle, une Australie sachant fabriquer à la manière de plusieurs zones du Proche Orient l'eau qui lui manque ou une Russie consciente de l'utilité qu'il y aurait à densifier sa population aujourd'hui déclinante. Encore faudrait-il que les Suède et les Canada qui savent accueillir et intégrer d'importants flux étrangers et que les France et autres pays européens qui ont su faire cela en diverses périodes des 19^e et 20^e siècles retrouvent leurs élans d'alors. Le tout gagnant à s'organiser grâce à des agences internationales moins chères qu'un OTAN et plus efficaces qu'une Banque Mondiale (avant sa souhaitable rénovation).

Outre le renforcement des États majeurs (débarrassés de leurs états-majors, gardiens d'alliances pérennes), les aides à la construction et à la consolidation des États plus friables et les innovations dans l'ordre des agences internationales coordonnant les brassages de population, il conviendrait sans doute aussi d'inventer de nouveaux types d'institutions internationales pour représenter (sur la scène internationale et dans la vie des nations concernées) les archipels diasporiques, surtout s'ils sont rebelles à la pure intégration locale (Gitans), au reflux vers une patrie anémiée (Arméniens) ou devenue à bien des égards symbolique (Juifs)¹⁹. L'un des mérites de cette initiative serait d'empêcher la capture des îles diasporiques, qui par un parti (du type PKK), qui par une église plus ou moins sectaire, qui par une mafia (Albanais) etc. Une autre visée de cette innovation devrait être de priver "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" du potentiel de sécessions (en chaîne) dont il est porteur. En effet, tout "Kosovo aux Kossovars" hier minoritaires dans un État serbe, suivi par un "pur" Kosovo indépendant verrait apparaître une sous-minorité serbe s'apprêtant à une ultérieure sous-sécession, etc. Dans un siècle où le semis des diasporas va s'enrichir, le droit des peuples doit évidemment être canalisé vers un mixte bien équilibré de démocratisation interne des

¹⁹ À d'autres égards, dangereuse pour la région où cette patrie a été insérée en 1948.

grandes îles diasporiques et une représentativité internationale de chaque archipel diasporique en son entier, faute de quoi, toutes les Géorgies et tous les Tibets seront, pour longtemps des nids de guêpes guerrières, sans compter le cas des zones où, comme en maintes parties de l'Afrique, le tri étatique des semis tribaux est loin d'être accompli

Sous d'autres angles encore, les risques belligères majeurs doivent être travaillés de multiples façons. Le cas de l'armement nucléaire n'est pas le plus grave à cet égard, car il a partiellement mûri depuis 1945, après la dramatique leçon de retenue qu'ont donnée les États-Unis et l'URSS par dissuasion réciproque et les leçons variées de prolifération immaîtrisable qu'ont données la France, Israël, la Chine, l'Inde et le Pakistan, sans compter plusieurs autres candidats. Le vrai danger de même échelle me paraît naître lorsqu'une puissance nucléaire est perçue comme l'ennemi potentiel d'une autre puissance, candidate réelle ou virtuelle à l'armement nucléaire. Le Proche et Moyen-Orient est la zone la plus périlleuse à cet égard, tandis que les positions (non-antagonistes) adoptées par la Chine, l'Inde, la Russie et le Japon pourraient réduire considérablement les risques.

Les précautions anti-guerres qui viennent d'être évoquées à propos des alliances militaires ou de *Völkerwanderungen*²⁰, abordent un domaine immense dont la réforme ou la rénovation devraient être l'une des tâches majeures du 21^e siècle. Tout comme la transformation du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OCDE évidemment nécessaire pour canaliser la mondialisation de l'économie, la réorganisation du système onusien et son adaptation aux transformations multiples devraient mûrir avec la croissance générale du peuplement et la diasporisation accrue, en ajoutant au Haut Commissariat aux Réfugiés et aux institutions tournées vers l'Alimentation ou la Santé (FAO et OMS) de nouveaux outils internationaux tournés vers la scolarisation élémentaire comme vers l'enseignement supérieur, vers la recherche scientifique autant que vers la pacification des différences religieuses, vers la gestion des écarts climatiques, l'adaptation des agricultures ou la maximisation des ressources en eau. Et ainsi de suite, tant il est vrai que, dans le prochain devenir mondial, les champs de compétence des

²⁰ Expression allemande qui, sous le nom de migrations des peuples a le mérite d'assembler tous les grands transferts de populations, volontaires ou forcés, massifs ou épars.

États, même les plus ambitieux et coopératifs seront de plus en plus souvent insuffisants, sans que le marché mondial puisse les relayer à tous égards. Le domaine des coopérations internationales devrait s'élargir considérablement.

Au cours du troisième quart du 21^e siècle, maintes sociétés célèbreront les centenaires d'événements considérés comme exceptionnels. Il serait présomptueux d'en dresser une liste a priori pour plusieurs raisons qui méritent réflexion. Les voyages et les communications étant ce qu'ils seront alors, il faudra se déprendre d'erreurs réciproques, telles un occidentalisme naïf, comme si les coutumes coloniales-impériales d'avant le 21^e siècle devaient perdurer ou, à l'inverse, une révérence pour les civilisations multi-millénaires culturellement revitalisées par les nouvelles prééminences asiatiques. La transformation du système mondial ne se célébrera pas seulement par de tels changements d'éclairage, car des césures d'apparence événementielle viendront colorer de nouvelles manières les événements à valoriser, que ce soient des secousses politiques égales à l'effondrement de "mur de Berlin" ou des chocs idéologiques de type "mai 1968" ou, plus profondément, que ce soient des déchirements sociaux presque sans frontières comme une "révolution d'Octobre", une crise "économique" des années 1930, une guerre mondiale aussi retentissante que celle qui "s'acheva" vers 1945 ou dix autres drames de même échelle. Le 21^e siècle risque d'être, comme son prédécesseur, un siècle violent, haché de surprises majeures et de drames retentissant partout. Une telle affirmation souligne combien de puissants moteurs sociaux, générateurs de catastrophes, continueront de peser lourd dans la vie sociale : le moteur capitaliste, créateur de richesses abondantes et d'inégalités profondes, le moteur dit "des intérêts nationaux" qui soutient les affrontements guerriers, le moteur que l'on peut dire "des vraies religions" qui s'emploient à légitimer ou à circonvenir les pouvoirs en place et les dizaines de moteurs auxiliaires des précédents qui en diaprent les "justifications", tout en démultipliant leurs conséquences. L'optimiste dira que le 21^e siècle offrira un énorme champ d'action à toutes les forces sociales s'employant à priver ces moteurs de carburant, à les remplacer même par de nouveaux agencements sociaux mieux contrôlables. Elles auront parfois (souvent même, pense le très optimiste) le sentiment d'enrichir la gamme des thérapies sociales déployée depuis le 19^e siècle, à l'enseigne du socialisme (ou

d'un de ses synonymes). Pour que cet optimisme soit bien fondé, il faut qu'il sache combattre, un à un, les nouveaux accessoires qui enrichissent d'une période à l'autre les moteurs précités. Pour concrétiser un propos qui pourrait être longuement développé, je vais prendre deux ou trois exemples. Le moteur auxiliaire inventé à la fin du 18^e siècle par les révolutions américaine et française, à l'enseigne des droits de l'homme et du citoyen, a été, depuis lors, fréquemment enrichi par d'abondants discours (et, parfois, des actions) si bien qu'il est devenu, en apparence, une norme universelle, comme si ces droits de l'homme et du citoyen pouvaient fonctionner aisément dans des États où la citoyenneté reste à inventer et où l'homme porte-droits (et, plus encore, la femme que, souvent, il gouverne) n'a aucune expérience pratique de ce que ces droits pourraient être, d'autant que les institutions sociales (élections, écoles, justice, etc.) qui en sont les supports réels sont absents ou peints sur les murs de villages à la Potemkine. Bref, le primat des droits de l'homme, proclamé *in abstracto* est contre productif.

On peut en dire autant du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" invention grandiloquente d'États européens qui se préparaient, au 19^e siècle, au partage des dépouilles d'un empire ottoman déjà agonisant. La projection de cette formule sur les peuples de toute l'Afrique centrale y a entretenu des décennies de massacres, au prix de centaines de milliers de morts. La reprise récente de cette antienne pour "réorganiser" les dernières séquelles européennes de l'empire ottoman, y a planté les germes de guerres récurrentes, dans la péninsule balkanique. À partir d'une Géorgie composite ou d'un Tibet réparti en plusieurs provinces sous domination chinoise, on pourrait enclencher la décomposition des "empires" russe ou chinois. On pourrait même provoquer une explosion en chaîne de la France actuelle, si une puissance généreuse, patiente et rusée s'employait à multiplier ses Corse autonomes, à réveiller ses Bretagne endormies, etc.. Le statu quo n'est pas, en toutes circonstances, l'optimum d'organisation pour les peuples non pleinement intégrés sous une domination politique donnée, tandis que le divorce "à la Tchèque" – qui sépara après 1990, la Tchéquie et la Slovaquie, à l'aide de patientes négociations et sous la double enveloppe protectrice de l'Union Européenne et de l'OSCE ²¹ est un précé-

²¹ Organisation pour la Sécurité et le Contrôle des États, née du traité paneuropéen d'Helsinki, en 1975.

dent recommandable. Toutefois, des traités peuvent être insuffisants. Ainsi, la France et l'Allemagne, liées depuis 1973 par un traité d'amitié qui a permis à leurs gouvernements respectifs de coopérer étroitement sur de très nombreux sujets substantiels, ce qui a fait de ces deux États le principal générateur de l'Union Européenne, ont réussi, en 1989-91 à anémier leur coopération et à laisser se déclencher la chaîne des guerres "yougoslaves" que l'indépendance du Kosovo n'a pas close en 2008. Ici, sans innocenter l'Allemagne, il faut souligner le rôle néfaste joué par la France en cette affaire, car ses efforts pour gêner la réunification allemande a conduit l'Allemagne de l'Ouest à hâter le mouvement. Bien que ces deux grands pays aient su maintenir leurs liens depuis lors, leur brouille de l'époque a fini par entraver l'intégration européenne, nouvelle victime d'un "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" trop abstrait.

Enfin, parmi les moteurs de désordres mondiaux, potentiellement belligères, il n'est pas surprenant de voir figurer les compétitions religieuses aux côtés des concurrences économiques et des conflits entre États. Ici, la difficulté principale tient au fait qu'aucun véritable terrain d'entente ne peut être construit entre des églises rivales, si elles n'y sont pas contraintes par les États sur le territoire desquels elles opèrent. Les États peuvent se tenir en respect ou coopérer dans des limites bien précises, gérées par traités. Les entreprises, même celles de classe internationale, se concurrencent sur divers marchés, ce qui ne les empêche pas de cartelliser leurs activités si tel est leur intérêt commun. Elles peuvent aussi s'adosser à la puissance d'États si les principaux partenaires économiques et politiques y ont convenance et sont en mesure d'entraîner ou de contenir les dissidents et les hésitants.. Mais il suffit d'inventorier la vie religieuse des États que l'ont dit chrétiens, musulmans, bouddhistes, etc. pour apercevoir sous ces étiquettes vaguement unifiantes, d'énormes différences, souvent liées aux souvenirs de conflits inexpiables, différences sous lesquelles courent de multiples craquelures d'âge variable. Au 21^e siècle comme auparavant, ce lacs de souvenirs conflictuels peut se réveiller, parfois même sauvagement, comme en Irak.

Si le 21^e siècle échappe aux épidémies guerrières récurrentes qui, à l'instar des deux siècles précédents, sont comme programmées dans la structure même du système mondial, le nouveau péril majeur qui pourrait mûrir en ce siècle sera non pas d'ordre écologique, mais

culturel. En effet, les périls écologiques les plus ravageurs auraient pour principal effet social un ensemble de crispations inventives pour endiguer leurs causes et corriger ou prévenir leurs conséquences. Dans ce contexte de dégâts non imputables aux pays voisins ou lointains, sauf pour certains effets seconds de portée subalterne (par exemple l'accentuation des *Völkerwanderungen*) on peut s'attendre à ce que ces désordres climatiques, ces potentiels d'inondations et d'assèchements, ces empoisonnements locaux de l'air, des eaux et de terres suscitent plus de coopérations (fussent-elles contraintes) que d'accaparements, plus de recherches que de pèlerinages, plus de soins que de massacres. En tout cas, la probabilité est grande que les forces politiques de la plupart des pays, même si leur rationalité politique manque d'entraînement et d'endurance, auront, à l'expérience, plus à gagner dans l'action conjuguée que dans la compétition classique. Autrement dit, il semble y avoir de bonnes chances que, parmi les problèmes que de multiples gouvernements auraient à traiter politiquement, les plus enveloppants par l'énormité de leurs conséquences potentielles appelleraient des efforts conjoints. Si tel est bien le cas, les instruments principaux de cette rectification majeure deviendront, en eux-mêmes, des enjeux politiques.

Ces instruments seront les outils des transmissions et des échanges multimédiatiques, les véhicules majeurs de la circulation et de l'assemblage opérationnel d'informations, particulièrement des savoirs, les automatismes du tri, de l'assemblage et du contrôle des informations additionnelles et des trésors déjà emmagasinés. Alors, la révolution informatique dont les premières décennies ont lourdement accentué les applications guerrières ou ludiques et modérément pénétré les activités de l'industrie et des autres productions matérielles commenceront à prendre un plein essor, là où s'effectue la production de savoirs, la rénovation incessante des approches théoriques et l'exploration des immenses étendues d'ignorance que révèle chacune des nouvelles "découvertes". La réduction progressive de la population humaine, l'allongement bien réfléchi des années d'activité de chaque humain, l'énorme extension des durées d'études sans doute étalées, voire saupoudrées sur toute la vie active, l'abréviation expérimentalement explorée des durées du travail contraint, à l'échelle de la journée comme de toutes les autres unités temporelles en vigueur, jusqu'à la durée de vie elle-même, et, bien évidemment, toutes les données so-

ciales corrélatives (repos, loisirs, sites de vie et d'activité, etc.) deviendront, toutes à la fois, les modalités évolutives des sociétés, si du moins elles apprennent à centrer correctement leurs choix politiques. Les grandes rêveries dont se sont nourries, en trois siècles (19^e à 21^e), des espérances socialistes, toutes inabouties, mais presque jamais infécondes, pourront céder une place sagement croissante à des rêves plus ambitieux, supportés par des projets moins irréfléchis que jadis et poursuivis par des humains moins ignorants des limites de leurs actions collectives.

Mais, précisément, c'est de ce côté-là que viendront les désordres les plus graves, les périls les plus massifs et que s'ouvriront de temps à autres de nouveaux abîmes. Quand les sociétés occidentales d'Europe et d'Amérique du nord s'interrogent sur ce qu'elles auraient dû faire pour se protéger des méfaits conjoints de l'ignorance de masse, des loisirs croissants, des désirs surexcités par une consommation ostentatoire et même de cette partie des "aides sociales" qui entretient à bas régime ce feu pervertissant, et quand, l'un après l'autre les pays d'autres régions du monde, plus tard pénétrées par de semblables travers, du Japon au Brésil, puis bientôt, de la Chine à l'Inde et, demain, des Philippines au Nigeria, avant que la contagion se révèle mondiale, les porteurs de la bêtise, les héritiers non évolués d'époques où la force humaine de travail était quasiment la seule source d'énergie productive, les prophètes et mahdis qui foisonnent sur ce terreau, les sous-offs et gendarmes qui en encadrent des légions comme forces combattantes, et même les hauts dignitaires politiques, économiques, artistiques ou religieux qui font de telles légions des armées ravageuses deviendront la principale plaie des nations. Au début du 21^e siècle, encore, le processus d'humanisation-socialisation par lequel les petits de l'espèce animale-humaine s'éveillent au monde, était, à l'échelle mondiale et à titre principal, le fait de familles routinisées, et, à une échelle encore très courte, le fait d'écoles et d'autres appareils sociaux qui sont loin de s'être affinés au même rythme que les changements sociaux. Là est l'immense chantier à travailler de façon telle que la socialisation devienne enrichissante.

Gloire à la génération Eliott si elle réussissait à initier ou à stimuler ce mouvement perpétuel au bénéfice de tous les E.T. qui seront surabondants dans la plupart des écoles et des autres appareils et entreprises de la quasi totalité des sociétés ! Mais, pour cela, il faudrait que

d'énormes progrès soient accomplis tout au long du 21^e siècle, afin que les forces politiques socialistes ²² de la plupart des régions du monde sachent s'organiser et agir dans les trois champs distincts où se joue la vie collective de tous. : leur société propre, bordée par l'État local, la région plus ou moins "continentale" où ses voisines géo-historiques coexistent plus ou moins coopérativement et le système mondial lui-même où la relève du primat étatsunien par un multilatéralisme en voie d'organisation pourrait contribuer à la pacification des conflits internationaux de tous ordres. Oui ! sur cette lancée, gloire à la génération Elliott !

2075 – 2100 - La fin du siècle étatsunien

[Retour à la table des matières](#)

Je pourrais, certes, planter un décor plausible sur la génération "d'après Elliott", par exemple en rêvant aux années 2080-84 qui fêteraient le bicentenaire des grandes réformes de la III^e République française, (*la Révolution qui arrive enfin jusqu'au village, voyez les "mairie - école" plantées un peu partout*) ou, plus sûrement, en imaginant les festivités de l'année 2089, tricentenaire de la Révolution française elle-même. À moins que, d'autre manière, je fasse contraster les vigoureux octogénaires de cette génération-là, (si du moins Elliot en fait partie) avec ceux, qui étaient rarissimes dans l'Europe et les Amériques des 19^e et 20^e siècles et qui ne sont pas encore très fréquents en Afrique, ni en maintes parties du sud et de l'ouest de l'Asie. Ou bien encore, je pourrais comparer le tournant du 19^e au 20^e siècle qui vit l'Empire Britannique célébrer un Jubilé de la Reine Victoria (1902) fort proche, pourtant, de son *Parade's End* ²³ avec le tournant du 21^e au 22^e siècle qui consacrera la rentrée dans le rang des grandes puissances ordinaires des États-Unis, ex-foyer mondial de l'Empire Améri-

²² Quels que soient les titres qu'elles afficheront et les finalités d'allure électorale, syndicale, coopérative, mutualiste ou autre sur lesquelles elles mettront l'accent.

²³ Roman de Ford Maddox Ford qui fit sentir la déconfiture de l'empire anglais entre Guerre des Boers et Première Guerre "Mondiale".

cain, même si l'on continuera longtemps encore à disputer des causes et de la chronologie de cet effacement.

Mais je vais plutôt conclure ma note-résumé de l'histoire acquise ou probable des 20^è et 21^è siècles, en récapitulant les lignes d'action que j'ai pu suggérer aux acteurs socialistes de ce dernier siècle. Le 19^è siècle parlait volontiers de *révolution*. Le 20^è siècle baptisait *réformes* les transformations sociales souhaitées par les *forces populaires*, lesquelles se qualifiaient contradictoirement de *révolutionnaires* ou de *réformistes*. Le 21^è siècle a mis à la mode les *avancées* (dûes aux *forces de progrès*, héritières de ces deux camps) et il abuse des *valeurs*, qui pourtant n'évoquent aucun mouvement social réel.²⁴ Sans reprendre cette terminologie fluctuante, je spécifierai les lignes d'action par domaine, du niveau national pour les peuples dotés d'un État substantiel (niveau qui, faute d'un tel État, n'est que local et pulvérisant) jusqu'au niveau "régional-continentale" pour les forces politiques ayant prise sur l'activité internationale de leur État propre (opérant seul ou en conjonction avec des voisins) et, de là, jusqu'au niveau mondial, pour les États et groupes d'États qui ont les moyens – ou, en tout cas, l'ambition – de faire mieux que de la figuration dans les instances "internationales-mondiales" de toute sorte. Chemin faisant, je n'utiliserai guère du mot *socialisme* et de ses dérivés, car en toutes ses variantes ce label hérité des luttes politiques des 19^è et 20^è siècles, n'est trop souvent qu'un souvenir ou un écho **Je prête attention aux mouvements, spontanés ou organisés, qui agissent sur la société, qui "travaillent" celle-ci, qui orientent ses évolutions spontanées ou provoquées, de façon à donner une influence aussi permanente que possible aux associations, institutions et appareils qui sont pratiquement conscients des luttes de classes et qui s'en mêlent pour accroître et diluer la richesse sociale, qu'elle ait forme de revenus, de propriétés, de savoirs, de pouvoirs ou de toutes autres capacités d'action.**

Tout au long du 20^è siècle, la France a été plusieurs fois secouée dans l'un ou l'autre des trois domaines d'action. À l'échelle mondiale, elle a perdu beaucoup de sa puissance. Épuisée par la guerre de 1914-

²⁴ Je ne me suis pas fait que des amis en répétant, dans de multiples débats : "*Valeurs* sans projets ne sont que pièges à cons".

18, elle a subi en 1940 la pire défaite de son histoire. Elle s'est ensuite redressée, en termes démographiques et économiques, mais s'est enfoncée dans une longue et vaine politique de consolidation de son empire colonial et de rétablissement de sa (relative) prépondérance européenne. La guerre perdue en Algérie aurait pu clore cette décolonisation ratée, mais, au prix d'efforts militaires hors saison ²⁵, elle a trop misé sur sa grandeur passée, sans stimuler suffisamment ses vraies richesses mondiales (économie, culture, arts, lettres, sciences, tourisme, etc.). La fin de la guerre froide l'a prise à contrepied. En effet, son influence, un temps renforcée en Europe même, malgré un fréquent freinage britannique, s'est affaiblie après la réussite de la réunification allemande, puis s'est diluée dans une Europe plus marchande et otanisée qu'intégratrice, si bien que ses efforts occasionnels pour réduire (et, imaginativement, résorber) la prédominance étatsunienne des deux côtés de l'Atlantique ont été contrecarrés. Dans cette France, les forces politiques des gauches ont souffert des échecs mortels du communisme, sans pouvoir se rallier presque entières, dans un mouvement commun. Son syndicalisme s'est anémié, ses partis se sont divisés plus que ne l'exigeaient leurs spécificités respectives. Le clivage fondé sur le pro- ou l'anti-communisme a été relayé par des projets européens fortement (mais mal) contrastés. Le résultat global du 20^e siècle serait donc médiocre, n'était le saupoudrage d'aides sociales qui a mobilisé une fraction souvent croissante du revenu national, pour réparer les dommages de guerre, assister les familles, les chômeurs et les indigents, favoriser de temps à autre le logement populaire, étendre les soins médicaux, élargir le champ et la durée de l'enseignement gratuit et esquisser maintes autres adjonctions. Toutefois, à richesse égale, des tendances analogues ont gagné toutes les nations riches d'Europe et l'espoir de recevoir un égal bénéfice a été (avec la conjuration des guerres) la motivation principale des peuples engagés dans l'Union Européenne.

De ce 20^e siècle, fortement condensé et surchargé de notations françaises ²⁶, il faut des simplifications drastiques pour passer à un ré-

²⁵ Nucléaire, porte-avions, autres équipements onéreux, troupes sur maintes bases lointaines, etc.

²⁶ Les analyses que j'ai développées dans plusieurs livres explicitent les remarques ci-avant : *L'avenir du capitalisme* (1961), *Le Contrat socialiste* (1969), *La nationalisation des chrysanthèmes* (1985), *Le monde au 21^e siècle* (1991), *Cent millions de Français contre le chômage* – en collaboration avec

sumé (tout aussi condensé, mais **totalemment hypothétique**) des avancées qu'enregistrerait le 21^e siècle, si bon nombre de mes suggestions y prenaient vie, S'agissant tout d'abord, du domaine d'action proprement français, il me paraît possible d'organiser le mouvement social de ce siècle autour de trois novations, symbolisées chacune par une décision-phare.

(1) *La maturation d'un nouveau syndicalisme*. La France pourrait s'employer non seulement à rejoindre les niveaux de syndicalisation de la Scandinavie, de l'Allemagne ou de l'Angleterre d'avant Thatcher, mais plus encore à développer toute une nébuleuse néo-syndicale débordant du "monde ouvrier" vers l'ensemble des salariés : ceux des entreprises capitalistes comme ceux des secteurs publics, ceux de l'économie réelle en toutes ses branches (productives et marchandes), comme ceux des agences et institutions de toute sorte servant d'appareillage à toute les excroissances de "l'économie sociale". Nonobstant les diversités "historiques" des organisations syndicales ainsi généralisées, des liens solides seraient établis (et périodiquement réajustés) entre elles toutes, afin que cette sorte de confédération nationale des travailleurs ²⁷ soit en mesure de prendre des décisions de portée générale, appuyées autant que de besoin sur des actions et démonstrations de soutien, débordant des pétitions, manifestations et grèves traditionnelles, mais enrichies autant que l'expérience multimédias et internationale du siècle nouveau le permettrait. Pour résorber les différends internes de cette énorme nébuleuse, les nouvelles traditions d'arbitrage, d'autorité et de contrôle confédéral des dissidents s'enrichiraient autant que de besoin, si bien qu'aucune force sociale confédérée ne resterait sans voix, aucun besoin nouveau ne tarderait à recevoir les renforts d'analyse et d'organisation nécessaires à sa maturation pertinente. Ceci vaudrait à tous niveaux, depuis l'ultra-local jusqu'au régional et au pleinement national, comme aux divers biais non territoriaux requis par certains axes de représentation ou certains problèmes "transversaux". Le contrôle confédéral serait particulièrement poin-

Michel Levy (1992), *L'avenir du socialisme* (1996), *L'Europe ou les Europes* (2005). Accompagnés de nombreux articles, la plupart de ces ouvrages sont librement disponibles sur [Les Classiques des sciences sociales](#) et sur [Macrosociologie.com](#).

²⁷ Actifs, chômeurs et retraités, apprentis et étudiants, etc.

tilleux quant au respect des procédures internes de sélection et de rotation des dirigeants de tous niveaux, comme à l'emploi des ressources (cotisations, subventions, dotations budgétaires, etc.). Le passage de la responsabilité syndicale à l'élection politique serait favorisé par la norme suivante.

(2) *La règle absolue du mandat unique*. Par un labeur politique obstiné, la France mettrait fin à l'anomalie politique qui la défigure de longue date, celle du cumul des mandats. Chemin faisant, elle retricoterait tout son tissu politique. Par la technique du *Contrat social*²⁸, elle enrichirait progressivement les critères de sélection des candidats aux élections les plus diverses, du Parlement au Conseil municipal, de la direction d'un syndicat particulier à celle d'une association donnée, jusqu'au plus modeste club sportif. Les rêves inatteignables de la pleine représentation féminine, de la parité des sexes dans les instances dirigeantes, de la promotion de nouveaux venus (nationaux ou étrangers) n'ayant même pas x ans d'âge et y années d'ancienneté, de l'inéligibilité des dirigeants après qu'ils aient accompli z mandats deviendraient autant de réalités, au prix d'héroïques batailles pour donner une valeur numérique irréfragable à tous les x , y et z , et pour réviser périodiquement ceux-ci. La disparition complète des cumulards serait atteinte en moins d'une décennie, permettant alors quelques rehaussements pour tenir compte de l'allongement de la durée moyenne de vie.

(3) *La décentralisation des décisions politiques* deviendrait de droit commun, pour la localisation des exécutifs comme pour les gestions budgétaires. Quand la célèbre RGPP²⁹ fut entreprise en 2008, elle commit beaucoup de fautes instructives qu'il fallut réparer en quelques décennies laborieuses. Ainsi, il fut décidé à l'usage, de détailler les réformes politiques avant de réviser (autant que de besoin) les appareils qui les mettraient en œuvre, c'est-à-dire de partir avec une visée claire des résultats finals à atteindre et des étapes nécessaires. La reconstruction complète de l'appareil d'État que l'on entreprit s'étala donc sur de longues années et fut bordée de négociations

²⁸ Que j'ai exposée sous ce titre dans un ouvrage de 1969.

²⁹ Révision Générale des Politiques Publiques.

écartant les périls repérables. Autrement dit, on planifia la démolition-reconstruction de l'État, en commençant par de sérieuses économies budgétaires³⁰ rapidement disponibles pour financer les transitions, avant de multiplier les ablations et les novations. Ensuite, un lien nouveau fut établi entre les dépenses budgétaires des secteurs rénovés et les ressources nécessaires pour leur financement courant, de façon telle que l'autorité décentralisée puisse décider souverainement des dépenses à couvrir par ses soins (y compris à l'aide des subventions redistribuées par l'État et les autres collecteurs nationaux de prélèvements obligatoires). Ce fut un rude apprentissage pour les bureaucraties des ministères³¹ comme pour les décideurs autonomes décentralisés qui ne purent être subventionnés qu'au prorata de leurs propres efforts fiscaux et financiers. Les premières années furent pénibles, puis les négociations, souvent pluri-annuelles, des barèmes d'appui aux autorités décentralisées se détendirent à mesure que les ex-pouvoirs centraux s'accoutumèrent à leurs pertes de pouvoir, tandis que les pouvoirs effectivement décentralisés apprenaient à gérer de mieux en mieux leurs recettes totales et leurs dépenses autonomisées. Les vieilles batailles entre des ministères localement aveugles et irresponsables et des autorités locales impuissantes et mendiantes s'effacèrent, au bénéfice de responsabilités bien établies à tous niveaux. L'élimination des doublons onéreux et générateurs d'incuries bureaucratiques entre les services de l'État, les Agences nationales, les régions, départements et autres groupements et les collectivités locales put dès lors progresser sans cesse, au bénéfice de circuits décisionnels raccourcis, de frais administratifs réduits, de fonds budgétaires affectables à de nouveaux besoins et d'une éventuelle modération des prélèvements

³⁰ Budgets *militaires* "pacifiés" ; budgets *agricoles* "européanisés" sans substituts nationaux pour les ablations collectives ; budgets de *santé* nettoyés du "paiement à l'acte", des absences de frontières entre secteurs libéraux et publics et fin de l'hôpital-vache-à-lait ; budgets de *travaux publics* cernés de frontières précises entre le domaine à financements publics et le reste laissé, à tous égards, au secteur privé ; budgets du *juridico-judiciaire* lavés des obligations traditionnelles génératrices de frais annexes incontrôlés et des recettes négligées (amendes non encaissées ; maîtrise organisationnelle et budgétaire des *zones de superposition* entre le pénal, le médical, le scolaire et le pénitentiaire, en rendant effectives les institutions prévues par les lois) ; etc.

³¹ Réduits à disparaître sauf les petites équipes ayant à servir des subventions globales sur barèmes définis.

obligatoires. Les choix politiques essentiels devinrent plus transparents.

Un État dégorgé de son césarisme latent, un Parlement moins asservi à l'exécutif central, une décentralisation déversant des capacités de style parlementaire sur tous les centres de décision, une société civile considérablement diversifiée, une circulation rénovée vers tous les centres de pouvoir soumis à élection, une citoyenneté ainsi revitalisable sont les fruits des réformes du 21^e siècle. Mais une part décisive des progrès que l'on serait tenté d'assigner à ces avancées institutionnelles d'une France rendue plus républicaine, tient au fait que ce pays – c'est-à-dire ses habitants plus citoyens que jamais, ses élites plus souvent électives, ses centres de pouvoir plus perméables aux contre-pouvoirs de la société civile – a appris à se mêler utilement du vaste monde. Non pour raviver le mythe du phare français éclairant l'Europe entière et les autres régions à civiliser-coloniser, mais bien pour tirer coopérativement le meilleur parti possible des forces conjuguées de l'Union Européenne dans le plus grand nombre possible d'intérêts communs. Les membres de cette Union, longtemps disjointes par la guerre froide, ont certes réalisé de grands progrès coopératifs au cours du 21^e siècle, mais cela n'a pas suffi pour que leur "Union Européenne" finisse de s'unifier. Elle a certes fixé ses limites du côté de la Russie, de la Turquie et du littoral africain, mais elle n'a pas, pour autant réalisé sa pleine homogénéité. De fait, il existe encore, à la fin du 21^e siècle, trois Europes emboîtées de façon complexe. Deux d'entre elles prolongent le clivage originel entre l'Angleterre, accompagnée de ses alliés libre-échangistes et les Six États fondateurs, toujours partisans d'un marché bien régulé (et souvent à peu près d'accord sur ce que signifie concrètement ce "bien régulé"). À quoi s'ajoutent, à l'est de l'Allemagne et au sud de l'Autriche des extensions déjà anciennes, mais qui n'en finissent pas d'osciller entre les deux précédentes. Néanmoins la situation s'est clarifiée, pour une bonne part, grâce à trois avancées, dûes à l'action amalgamante du Parlement européen, plus qu'aux initiatives zigzagantes de la Présidence européenne et du Conseil des Ministres. Les dérapages les plus graves ont été évités ou corrigés par la Commission européenne, instance permanente assez fermement orientée par le Parlement européen qui la renouvelle périodiquement et la sanctionne autant que de besoin. Au fil des décennies,

le couple Parlement-Commission est devenu, avec des pouvoirs de mieux en mieux précisés, un véritable gouvernement paneuropéen, du moins pour les États (majoritaires) qui se sont pleinement ralliés à la "bonne régulation du marché" et à tout ce qui lui fait cortège. On peut en juger en suivant la progressive maturation des trois initiatives "refondatrices" qui ont souvent été proposées par les courants socialistes (d'appellations variables), après que ceux-ci se soient solidement organisés, non sans liaisons avec la Confédération des Travailleurs Européens.

(1) *L'élan décisif provint des deux partis socialistes européens (PSE)*. Leurs noms respectifs, souvent modifiés, d'une crise politique à l'autre, firent usage de termes autres que l'archaïque "parti", mais je ne recenserai pas la longue liste de ces Alliances, Confédérations et autres Mouvements, ornés de qualificatifs variables, car leur réalité fut toujours de regrouper des partis nationaux d'Europe, en deux paquets : l'un souvent minoritaire et son rival qui se jugeait plus à gauche. On peut oublier les sous-variantes, rafraîchies d'une crise à l'autre, mais on doit se souvenir que les étapes principales de la modernisation de l'Union Européenne coïncidèrent presque toujours avec les conjonctures où ces deux partis furent alliés (pour un temps), voire même à la tête de "fronts" plus larges. Voyez vos livres d'histoire. Les poussées ainsi encadrées furent décisives. Elles officialisèrent les progrès de la coopération interétatique la plus large et atténuèrent les réticences obstinément boudeuses des libre-échangistes. Elles formalisèrent la division du travail politique entre les États nationaux de l'un et l'autre groupe ³² ; si bien qu'elles conduisirent peu à peu les États membres de l'Union à rapprocher leurs procédures d'élection des députés européens (effectif des circonscriptions et leurs redécoupages, contrôle des élections, y compris leur financement, etc.). De fait, la Commission soutenue par une majorité parlementaire point trop volatile devint peu à peu le coordinateur des représentants européens dans la plupart des négociations internationales, y compris celles qui affectaient directement le chômage, l'immigration, les activités agricoles, les grands projets européens et le contrôle des agences permanentes *ad hoc*. Plus le

³² Avec de rares transferts de l'un à l'autre, du fait de désaccords suraigus ou de majorités politiques nationales pour un temps dirigées par des jumeaux-à-la-polonaise ou des neo-Berlusconi.

siècle avançait, plus le Parlement conquiert de pouvoirs budgétaires et fiscaux pour sélectionner, financer et contrôler les nouveaux grands projets européens, fussent-ils "à géométrie variable"

(2) *Une force de régulation du marché.* Il est de fait qu'en fin de 21^e siècle encore, l'architecture complète des institutions européennes ressemble plus à Manhattan qu'à une ville coloniale espagnole de haute époque. Mais sa pagaïe apparente résulte de changements fréquents. Il se pourrait, par exemple que la Grande-Bretagne finisse par rejoindre l'Irlande et la Norvège dans l'euro, pour participer enfin au gouvernement de la Banque Centrale Européenne (BCE) auquel elle aspire depuis près d'un siècle. Mais cette même BCE n'a pas cessé d'évoluer depuis qu'après les durs débats qui ont suivi la crise financière de 2008, le "gouverneur" de cette banque centrale a été marié à un comité politique émanant des États engagés dans l'euro et pouvant imposer ses décisions au dit gouverneur dans des cas bien précis (dévaluation, sauvetage de banques en faillite, etc.) dont la liste s'est d'ailleurs allongée avec le temps. Par la suite, c'est en matière de contrôle des banques commerciales que la BCE³³ est devenue une banque centrale de plein exercice, plus puissante que la "Fed" étatsunienne ou qu'elle a transformé les banques centrales de tous les pays associés par ses soins, en des sortes de succursales devenues bien obéissantes, même en Grèce ou à Malte. Je pourrais détailler de même les réformes qui ont compliqué le "Manhattan européen" très enchevêtré, à mesure que le "gouvernement paneuropéen" (Commission + Parlement) a élargi son pouvoir, par exemple pour aider les Commissaires à l'Emploi, à la Formation et à l'Immigration à mettre en œuvre les plans anti-chômage résultant des négociations menées à l'Organisation Mondiale du Commerce ou le Commissaire aux Finances à combattre le dumping fiscal dans toute l'Europe-à-euro. Et ainsi de suite : un marché régulé suppose un gouvernement régulateur, affinant ses outils autant que de besoin et non une administration bureaucratique gérant de façon tatillonne des réglementations de plus en plus détaillées. La régulation n'est pas l'interventionnisme.

³³ Ouvrant en coopération avec la Banque des Règlements Internationaux (BRI), hôte du Club de Bâle.

(3) *Lentement et parfois sournoisement l'Europe Unie s'est désotanisée.* Passant de l'économico-financier au stratégique-militaire, force est d'observer que les nouveaux degrés d'initiative conquis par l'Europe l'ont été en dénouant les liens de dépendance envers les États-Unis établis après 1944 et renforcés tout au long de la guerre froide. C'est en conquérant la liberté de participer *ou non* aux guerres américaines, en se libérant de l'organisation otanienne intégrée³⁴ et en jugeant par elle-même des politiques à mener vis-à-vis de la Russie et de la Chine, comme du Japon et du Brésil³⁵ que l'Union est devenue une force parfois pacifiante ou arbitrale, mais sachant répondre aux agressions qui la concernaient directement. Elle s'est ainsi dotée, en temps utile, des moyens d'information et d'action nécessaires à ces fins. Pendant de longues décennies, cette démarche a été combattue au sein même de l'Union Européenne, par les atlantistes impénitents, si bien que l'une des raisons du double parti socialiste européen tenait aux interférences de ce réflexe archaïque. Pour dire la même chose en d'autres termes, la désotanisisation de l'Europe a progressé de façon sinueuse, mais obstinée, avec des blocages et même des reculs, mais en reprenant son élan à mesure que les comportements de l'Inde, de la Chine et de la Russie ragaillardie ont évolué de façon suffisamment pacifiante, tandis que les ruades d'États-Unis mal résignés à perdre leur ancienne primauté se prolongeaient plus ou moins. Au reste les grands drames internationaux du 21^e siècle qui ont scandé le recentrage du système mondial tout entier dans un pluralisme plus diplomatique que militaire se sont plusieurs fois répétés, mais finalement ont été dépassés. Le ciel est un peu plus clair, au début du 22^e siècle, qu'il ne l'était cent ans plus tôt. Dans les États immenses, tels la Chine, l'Inde, les États-Unis ou le Brésil³⁶ dont beaucoup furent, un temps, les dépendances de puissances européennes (ou, parfois, des États-Unis), les vastes domaines de la politique "intérieure" (ou "locale") se sont multipliés, si bien que ces États ont pu fonctionner au 21^e siècle comme s'ils avaient, autant ou plus que l'Union Européenne, une capa-

³⁴ Et des achats contraints de matériel américain "justifiés" par l'interopérabilité des commandements et des forces.

³⁵ Et, bien sûr, des États de moindre envergure.

³⁶ Le 21^e siècle a allongé leur liste dans la mesure où l'Indonésie et d'autres États-archipels se sont stabilisés, cependant que divers Pakistan, Nigeria et autres grands espaces ont essayé de conforter leur substance géopolitique, fût-ce en s'annexant de nouveaux territoires.

citée "régionale-continentale". Par ailleurs, pour les États de moindre envergure, le point le plus important à retenir concerne la coordination et la compatibilité des décisions de chacun d'eux avec ses voisins, en vue d'actions fixées à cette échelle "régionale-continentale". En effet, les coopératives d'États dûment organisées doivent empiéter sur le domaine de chaque État. Si cette division du travail est respectée correctement, les États locaux en tirent bénéfice, chacun pour sa part, tandis qu'à l'inverse les actions non conjuguées du local et du "régional" nuisent à l'efficacité des uns et des autres. Cette contradiction³⁷ est sensible dans les coopératives d'États qui peinent à transformer leurs intentions déclarées en concertations effectives, soutenues par une organisation *ad hoc*. L'*ASEAN* qui s'est révélée efficace comme syndicat d'États pour négocier à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et à la Banque Asiatique de Développement n'a cependant pas réussi à développer les échanges entre les États de son ressort.³⁸ Ses vertus ont été syndicales plus qu'intégratives, nonobstant ses déclarations grandioses et quelques actions conjuguées, moins rares au cours des toutes dernières décennies du 21^e siècle. Le *Mercosur* qui a réussi tardivement à fédérer presque toute l'Amérique du sud ne l'a guère entraînée vers une coopération véritable. Le *groupe dit de Shanghai* dans lequel la Chine et la Russie encadrent les cinq républiques d'Asie centrale à des fins diplomatiques a encore moins de corps économique que les précédentes ligues et associations. La branche arabe de l'OPEP a souvent gêné la convergence d'efforts locaux au sein du Proche et Moyen-Orient. Bref, l'Union Européenne fait envie plus qu'elle ne fait école, même si les signes annonciateurs de novations se sont multipliés au cours des dernières décennies du 21^e siècle.

Le reste du monde n'est pas un pur désordre pulvérulent, car il s'y est formé, à l'ombre d'anciens grands empires ou à leurs côtés (et souvent contre eux) un bon nombre de royaumes (exceptionnellement convertis en républiques) où la diversité ethnico-tribale s'est laissée ranger dans un ordre durable (Indonésie, Philippines, Vietnam, Iran, et même le Pakistan et la Malaisie). Ailleurs, d'autres éléments de taille

³⁷ Qui concerne des questions très concrètes, notamment pour lutter contre les "délocalisations d'entreprises".

³⁸ L'*ASEAN* a gagné un supplément de poids diplomatique en devenant *ASEAN + 3*, c'est-à-dire en se coordonnant avec la Chine, le Japon et la Corée (du sud).

plus modeste semblent avoir pris, eux aussi, la voie des États-nations. Ils sont nombreux en Amérique australe et, plus tardivement, en Afrique (de l'Algérie jusqu'à l'Égypte). L'Union sud-africaine a même tenté de cristalliser un assemblage régional. Mais au delà de ces divers corps assez bien constitués, que d'États plutôt diaphanes, tels ceux qui entourent l'Inde issue de l'empire britannique, de la Birmanie aux marges incontrôlées, jusqu'au Népal fractionné dans ses montagnes et à l'Afghanistan qui n'est qu'un État nominal.³⁹ Il est vrai que de longs siècles guerriers ont été nécessaires pour cristalliser les États-nations, tandis que, pour leur part, les tentatives (inégalement poussées) de coopération régionale ont débuté au 21^e siècle seulement. Bref, bien des espoirs sont permis pour le 22^e siècle.

En 1997, si les perspectives démographiques se confirment, si les soins médicaux poursuivent sur leur lancée et si mon octavon Eliott dont j'ai fait l'éponyme de l'une des dernières générations du 21^e siècle, a perduré jusque là, il fera partie d'une cohorte de nonagénaires plus nombreuse que celles des siècles précédents. Je ne sais quelles autres particularités (imaginaires) je devrais lui conférer pour qu'il symbolise son temps. Sa grand-mère Agnès à qui j'annonçais bien avant la fin du 20^e siècle, qu'elle avait une chance sur quatre d'épouser un Chinois⁴⁰ s'est contentée d'un Français, issu d'entrecroisements multi-régionaux, comme il était déjà d'usage en ce temps-là, dans une France fortement intégrée. Joël, père dudit Eliott aura peut-être continué de marier l'Hôtel-Dieu et l'équipement médical électrifié et informatisé, en léguant à son fils l'envie de poursuivre dans cette voie ? À l'inverse, Juliette, sa khagneuse polyglotte de mère lui aura peut-être donné le goût des lettres, fussent-elles vietnamiennes ou hindies ? J'aimerais rêver aux bigarrures de ce genre qui seront de plus en plus fréquentes parmi les habitants fin-de-siècle d'une France devenue un canton distingué de la chose dite Europe. Hormis toute catastrophe individuelle, le seul grand péril qui pourrait écarter, de ce genre de perspectives, le susdit Eliott et beaucoup de ses congénères serait que mes descendants aient été exposés, d'ici là, à des spasmes guerriers plus ra-

³⁹ Quels que soient les rôles – tout aussi nominaux – que des puissances externes n'ont cessé de lui assigner depuis des siècles.

⁴⁰ Parce qu'à cette époque, la population chinoise formait environ le quart de la population mondiale.

vageurs encore que ceux qui frappèrent mon grand-père Jules et mon père Marcel, au temps des guerres "mondiales européennes". Cela pourrait advenir dans une Europe mal lavée de ses errements américanophiles ou exposée à trop de pressions et répressions mongoles, kazakhes ou sikhes (et de bien d'autres origines encore) si la relève du primat étatsunien se passait mal... Car s'il me fallait pointer un défaut de mes spéculations futuristes, c'est assurément que j'y ai traité les perspectives guerrières non point à l'aveugle, mais bien avec plus d'espoirs iréniques que des millénaires d'histoire sociale ne m'y autorisent, hélas !

On peut quand même attendre des forces politiques du 21^e siècle finissant, qu'elles réduisent la liste des États incapables de participer par eux-mêmes à la vie internationale de la planète. En 1944, à la création de l'ONU, il s'y trouvait 54 États dont une demi-douzaine, au moins, n'existaient guère. Les décolonisations et novations du 20^e siècle ont porté leur effectif à plus de 190, dont une moitié d'États hypothétiques.⁴¹ Le 21^e siècle a adjoint à cette moisson des Kosovo et des Macédoine de même farine. Puis, en fin de siècle, le vent a tourné quand des ONU continentales ont démultiplié l'ONU mondiale (elle-même déménagée de New-York à New Delhi⁴² pour représenter les États (notamment insulaires ou archipélagiques) d'échelle par trop médiocre ou pour grouper avec le Vatican, toutes les ONG habillant des cultes d'échelle continentale ou mondiale et bien d'autres appareils idéologiques à vocation plus que nationale. Car le 21^e siècle a fini par découvrir qu'à côté des entreprises économiques prises dans un énorme faisceau de liens internationaux et à côté des appareils d'État qui polarisent toutes les forces politiques, il fallait donner pleine voix à toutes les forces idéologiques (= culturelles) d'échelle plus-que-nationale. Mais avant d'en arriver là, il fallut assurément améliorer considérablement les confrontations-coopérations économique-politiques d'ordre international, faute de quoi, la transformation du système mondial amorcée depuis l'implosion de l'URSS et l'ébranlement de la primauté mondiale des États-Unis aurait pu devenir explosive.

⁴¹ Arrivée massive de micro-États, jointes à celle d'États à éclipses comme le Congo-Zaïre (et plus voisins), et de divers Vatican et autres Andorre.

⁴² Ou était-ce à Genève, comme aux temps de la SDN – ou à Jérusalem (ville internationalisée pour consacrer la tardive pacification du PMO) ? Je ne sais pas, je ne sais plus, mais vous saurez un jour.

Déjà, en passant du niveau local d'action internationale auquel les États bien établis tiennent tant, au niveau "régional-continentale", il est apparu que l'affaiblissement des capacités de politique économique et financière était en partie compensable et même sur-compensable par de nouvelles capacités émergeant à ce niveau "régional-continentale" quand celui-ci s'organisait. Derrière les négociations (même avortées) préparant les conférences mondiales de l'OMC ou du FMI et derrière les discussions et disputes du type Boeing-Airbus, il apparût que l'Europe pouvait être un partenaire plus substantiel qu'un État européen comme l'Allemagne ou la France, pour négocier avec les États-Unis. Puis ce siècle a appris que les très grands problèmes économiques et financiers⁴³ sont à ranger aux côtés des adaptations climatiques, des protections anti-épidémiques et autres précautions sanitaires, au rang des affaires mondiales pour lesquelles de bons traités, bien négociés, dûment contrôlés et régulièrement révisés sont requis pour une bonne régulation des marchés – et parfois même pour sécuriser la vie des habitants de maintes régions. Longtemps, ces champs de coopération potentielle n'ont été explorés qu'au voisinage de catastrophes majeures dûment annoncées par des ONG non délirantes. Ainsi, le 21^e siècle a vu certaines de ces questions glisser des spéculations scientifico-philosophiques (voire des vaticinations theologico-sectaires) vers les négociations internationales, mais ces dernières ont très souvent été enlisées – grâce à divers subterfuges – parce que, dans un système mondial fortement hiérarchisé, le primat américain, (et souvent aussi, ses renforts européens) ont rendu ces débats inutiles ou prématurés. La transformation du système mondial qui est en cours bouscule la hiérarchie des puissances et gomme ses inégalités les plus graves. De ce fait, elle a commencé d'ouvrir l'espace des discussions sérieuses, d'élargir la liste des décisions prises ou envisagées et d'abréger les manœuvres dilatoires. Amplifier ce mouvement naissant et le border d'institutions internationales aptes à discipliner les États récalcitrants et les firmes multinationales qui les inspirent devient un objectif cen-

⁴³ Notamment les délocalisations industrielles, les transferts de technologies avancées, la gestion des taux de change, les normes bancaires et boursières internationales, l'équilibrage des échanges internationaux (par exemple à mesure que mûrit, avec la crise de l'après-pétrole, la concurrence entre les cultures vivrières et les biocarburants, que se multiplient les productions d'élevage en remplacement des ressources naturelles surexploitées par exemple par la pêche industrielle, etc.

tral pour régulariser de proche en proche le marché mondial et pour orienter correctement les agences internationales dont les activités (scientifiques ou autres) n'ont pas de débouchés marchands.

Les conférences internationales et, mieux, les agences permanentes qui sont en mesure de coordonner les entités "régionales-continentales", les États intrinsèquement d'échelle mondiale (États-Unis, Japon, Chine, etc.) et les organisations onusiennes sont devenues de plus en plus conscients, au cours du 21^e siècle, du fait que l'ère industrielle fondée sur le travail humain de masse est en voie d'achèvement, même si la Chine, l'Inde et bien d'autres pays à fortes réserves rurales de main-d'œuvre ne sortiront totalement de ce stade de développement qu'au cours du 22^e siècle. À l'autre extrémité des développements capitalistes, ces acteurs mondiaux ont également compris que l'économie réelle, machinée par des engins très divers (du mécanique au biochimique) qui, tous, sont profondément informatisés, n'est pas l'unique agent de la production économique (marchande ou non) car le 21^e siècle l'a enrobée dans d'épaisses couches de services financiers (et connexes). Il faut donc que ces conférences et agences s'emploient sans cesse à trouver le réel sous cette croûte de titres financiers et d'actes juridiques, pour que l'action politique régulatrice du marché puisse pénétrer jusqu'à cette profondeur, sans être déviée et satellisée par les habiles manipulateurs de signes et symboles que sont les firmes multinationales et les États que celles-ci subjuguent.

La libération de l'économie à régulariser est une conquête permanente qui devient très délicate et même tâtonnante lorsque ces États et ces firmes – moteurs ou captifs – sont engagés dans des conflits militaires ouverts, plus difficiles à stopper qu'à déclencher. C'est pourquoi, à ce niveau de (virtuelle) responsabilité mondiale, la vigilance contre les automatismes des alliances militaires (la "désotatisation" *lato sensu*) doit être un souci permanent, tout comme la conservation – sous des contrôles étatiques aussi responsables que possible – des équipements nucléaires subsistants.⁴⁴ Encore faut-il guetter sans cesse les nouveaux périls guerriers, non pour allonger la liste des facteurs présentés comme belligènes (drogue, terrorisme, etc.), alors qu'ils ne

⁴⁴ Lesquels peuvent être, si possible, engagés dans un processus séculaire ou multiséculaire de résorption, mai non dans une politique de dénucléarisation immédiate et totale, tant les capacités inhibitrices de ces armes de destruction massive sont et peuvent demeurer assagissantes.

peuvent pas engendrer des conflits internationaux de grande ampleur, mais bien pour déceler le plus vite possible les nouveaux risques : ceux que "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" entretient à feu doux, ceux qui résultent d'une urbanisation planétaire qui surclasse de beaucoup le peuplement épars hors les villes et bidonvilles, ceux que les ingénieries bancaro-financières ou chimico-industrielles peuvent créer, ceux que les accidents climatiques majeurs mêlés à des flux migratoires massifs et à des croisades de nouveaux styles peuvent provoquer, et ainsi de suite. La sagesse politique internationale doit se perfectionner, moins par prévention des crises et guerres à la façon du passé, mais bien par réflexion sur les potentiels nouveaux qui fermentent de multiples façons. À vrai dire, il suffit d'un seul exemple pour mettre en garde contre les conséquences dommageables de précautions anciennes qui deviennent contre-indiquées. Le refus des pollutions industrielles, le cantonnement et la destruction des déchets urbains, la rigueur des services publics de nettoyage et de désinfection, etc., peuvent se révéler très dommageables s'ils ne sont pas révisés et même réinventés périodiquement (quant à leurs cibles et à leurs méthodes) dans des sociétés où les industries de récupération des "restes industriels" deviendront le relais nécessaire de certaines ressources naturelles en voie d'extrême raréfaction (métaux lourds, composites sophistiqués, alliages précieux, etc.)

Par ailleurs, il faut se souvenir que la miséreuse pauvreté des peuples fut surtout asiatique et africaine, au 20^e et 21^e siècles. Pour autant, il ne faut pas caresser l'illusion qu'après un nécessaire développement agricole de survie, l'Asie et l'Afrique prolongeront leur développement par des industries à l'européenne ou à l'américaine, ensuite complétées par des services (financiers notamment) comme s'il s'agissait là d'une évolution inéluctable. En de même échelle, de même échelle, effet, dans les pays d'ailleurs très variés de ces vastes continents, les peuples et les élites ont élaboré des *Weltanschauungen* – des conceptions du monde – très différentes des nôtres autant que très distinctes entre elles. Il vont donc s'inventer des avenir originaux, sans avoir à nous imiter, hors les nécessités premières, ni à s'aligner sur nos façons d'agir et de penser, que ce soit en matière d'épargne, de banque et de changes⁴⁵, mais aussi en matière d'école, d'église, d'art et de toutes autres productions culturelles. Les pays déjà développés

⁴⁵ Quoi qu'en disent les banquiers et les politiques américains.

doivent donc se préparer à des avenir qui ne reproduiront pas les diverses étapes de nos passés. La seule préparation prudente et efficace qui permettra de limiter les surprises fâcheuses et d'ajuster autant que de besoin nos capacités adaptatives en Europe, et d'autre manière aux Amériques et, d'autres façons encore au Japon, sera d'y cultiver un polytechnisme souple et des capacités langagières et culturelles multi-formes, ce qui contrastera heureusement avec les "mauvaises" habitudes prises pendant les deux ou trois derniers siècles de "supériorité" des diverses cultures de souche européenne.

Cette ouverture des esprits au delà des limites nationales et "régionales-continetales" a commencé de produire quelques effets dès le 21^e siècle, sur les idéologies localement dominantes. Effets qui se diversifieront extraordinairement par la suite. Savoir si les pratiques de cette fin de siècle seront des modes fugaces ou si certaines d'entre elles annonceront des novations promises à un riche avenir, est un problème dont les adultes des générations post-Eliott, connaîtront évidemment la réponse, mais à propos duquel les discussions se sont déjà enflées durant les dernières décennies du 21^e siècle. Le foisonnement des cultes composites mêlant des doctrines et des liturgies empruntées à diverses religions traditionnelles est-il l'effet des brassages de population et s'effacera-t-il à mesure que l'intégration des populations immigrées d'un peu partout stabilisera la "composition culturelle moyenne" de maints pays ? La pratique des Universités polyculturelles mêlant des savoirs occidentaux, chinois, indiens et autres inaugure-t-elle un nouveau type d'enseignement supérieur ? Le Polytechnicum de Zurich, toujours à la fine pointe des savoirs scientifiques et technologiques, rendra-t-il contagieuse sa décision de refuser tout diplôme à ses étudiants – aussi instruits et avisés soient-ils – qui se révèlent, en fin d'études, incapables d'explicitier par écrit leur pensée, en deux langues très pures, mais aussi distinctes l'une de l'autre que le mandarin et l'anglo-américain ou que l'allemand d'Autriche et le swahili, etc. ?

Mais, pour mon goût, sans doute à jamais déformé par Braudel qui voyait dans "le marxisme un peuple de modèles", ⁴⁶ c'est à une initiative dont je ne sais plus si elle a été prise à Pékin ou à Paris (du côté de Sciences Po), qu'irait ma préférence : aucun diplôme de rang docto-

⁴⁶ Annales E.S.C., oct-déc 1958, pp725-753, repris dans *Les Ambitions de l'histoire* (tome II), p. 177 (ed. D Fallois, 1997).

ral, dans aucune discipline, ne peut être délivré à qui ne possède pas l'équivalent d'un DEUG ⁴⁷ *de société* incluant les rudiments de toutes les sciences sociales fondamentales. ⁴⁸ Je pense même que ce DEUG - correspondant au "lire, écrire, compter" de tous les véritables enseignements primaires - devrait être exigé de tous les candidats aux élections et concours de recrutement qui approvisionnent les Parlements et les hautes fonctions publiques.

Au reste, il serait sot d'essayer de rassembler mes propositions d'ordre politico-culturel en quelques formules bien frappées, car je ne puis douter que le quadruplement de la population mondiale qui s'est opéré ma vie durant – et qui se poursuivra pour quelque temps encore – fera naître à foison de nouveaux savoirs utiles et, je le crains, de nouvelles illusions aussi dangereuses que celles de mon temps.

⁴⁷ Diplôme d'Etudes Universitaires Générales, ouvrant la porte des études supérieures.

⁴⁸ Histoire, géographie, sociologie, démographie, statistique, cartographie et informatique.

Table des matières

Présentation [2]

1900-1925 – De la Belle Epoque à la Grande Guerre et retour. [3]

1925-1950 – Le suicide de l'Europe ou peu s'en fallut [6]

1950-1975 – La guerre froide et l'ascenseur social [11]

1975-2000 – Renaissance de la Chine et mort de l'URSS [18]

2000-2025 – Vers un nouveau système mondial [23]

2025-2050 – La fatigue de Wall Street [29]

2050-2075 – L'usure des alliances [36]

2075-2100 – La fin du siècle étatsunien [44]

Table des matières [51]
